MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Dix-neuvième séance – Mardi 4 novembre 2008, à 17 h

Présidence de M. Thierry Piguet, président

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M^{mes} Isabelle Brunier, Catherine Gaillard et Martine Sumi.*

Assistent à la séance: *M. Manuel Tornare*, maire, *M. Rémy Pagani*, vice-président, *M. Patrice Mugny*, *M^{me} Sandrine Salerno* et *M. Pierre Maudet*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 23 octobre 2008, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 4 novembre, mercredi 5 novembre et lundi 10 novembre 2008, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Le président. Mesdames et Messieurs, nous avons l'honneur d'avoir la Télévision camerounaise, qui viendra filmer une petite partie de nos débats. A nous de faire bonne figure!

M. Manuel Tornare, maire. La visite de la Télévision du Cameroun tombe bien, puisque plusieurs villes de ce pays font partie de l'Association internationale des maires francophones (AIMF). Lors de l'assemblée générale de l'AIMF au Québec, il y a un mois... (*Des libéraux discutent.*) Cela n'intéresse pas le Parti libéral... La Ville de Genève a obtenu un siège au sein du bureau exécutif de l'AIMF, que préside le maire de Paris, Bertrand Delanoë. Je vous signale que, au mois de mars ou d'avril 2009 – la date n'est pas encore fixée – le bureau de l'AIMF siègera à Genève.

Deuxième communication: je suis obligé pour la forme de vous informer de la nomination des présidents et vice-présidents des locaux de vote pour 2009. Je ne lirai pas les noms, puisque les chefs de groupe ont reçu la liste, mais il faut en prendre acte pour le *Mémorial*. Je considère donc que le Conseil municipal a pris connaissance de cette liste.

Ma troisième information concerne la conférence-débat sur les écoquartiers du mardi 11 novembre 2009, de 18 h 30 à 20 h, au Palais Eynard. Dans les années à venir, la Ville de Genève va enfin s'engager, avec d'autres partenaires publics et privés, dans la construction d'un ou de plusieurs écoquartiers. Toutes les informations vous seront données par les meilleurs spécialistes européens en la matière. Avec l'accord de mon collègue Pagani, son excellente codirectrice, M^{me} Charollais, participera au débat. Je sais que plusieurs d'entre vous ont des commissions à cette heure-là, et je regrette que vous ne puissiez pas être tous présents.

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. On m'a demandé de vous rappeler que le bilan social des ressources humaines pour l'année 2007 était à votre disposition. Il a été mis sur le site intraCM par M^{me} Cabussat à la fin du mois d'octobre déjà. Il s'agit d'un document important et intéressant, parce qu'il vous donne des renseignements sur la Ville en tant qu'employeur, avec des statistiques sur le personnel.

Je rappelle que le Conseil municipal, il y a quelques années, avait voté des motions, notamment s'agissant de l'engagement des femmes et des femmes cadres dans la fonction publique municipale, mais également des personnes qui n'ont pas la nationalité suisse. Vous avez ces renseignements dans le bilan social 2007.

En qualité de magistrate responsable des ressources humaines, je me tiens à la disposition des présidentes et des présidents de commission qui seraient intéressés à ce que nous venions, la directrice des ressources humaines, M^{me} Regamey, et moi, commenter ce document en commission.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, vous êtes cordialement invités à une présentation du pont qui remplacera la passerelle des Vernets et de ce qui sera peut-être le pont Hans-Wilsdorf. C'est un très beau projet. Vous allez recevoir cette invitation.

J'en profite pour donner deux informations à des conseillers qui m'ont interpellé. La première concerne la «Flamboyante», du sculpteur Antoine Poncet, située à la place des Bergues. Cette statue a subi d'importants dégâts dus au vandalisme au début de l'année et, depuis ce printemps, elle est en réparation chez un fondeur de Fleurier. Nous espérons, avec l'avis de l'artiste sur la patine, la remettre à la place des Bergues avant la fin de cette année.

En ce qui concerne la dalle du garage des pompiers au Vieux-Billard, elle n'a pas été changée, mais renforcée par l'adjonction d'une couche statique supérieure agissant en compression. A notre connaissance, il n'y a pas eu de rapport à ce sujet.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. J'excuse l'absence de M. Pierre Maudet en deuxième partie de séance.

Je salue à la tribune du public M. Mouhanna, ancien député, ancien conseiller municipal de la Ville de Genève. (*Applaudissements.*)

Le bureau a reçu une motion d'ordre visant à ajouter à notre ordre du jour la résolution R-115 de M^{mes} Salika Wenger, Nicole Valiquer Grecuccio, Sarah Klopmann, MM. Alexandre Chevalier, Simon Brandt, Jean-Charles Lathion et Jacques Hämmerli, soit tous les chefs de groupe du Conseil municipal, intitulée «Pour que vive la radio One FM». Cette motion d'ordre sera traitée après les questions orales. Vous recevrez une photocopie.

Nous avons reçu trop tardivement les rapports PR-623 A et PR-624 A – j'en fais le reproche au rapporteur, M. Dramé – alors que ces points étaient depuis

longtemps à l'ordre du jour. Nous ne les aborderons donc que lundi prochain en début de séance, afin que toutes les conseillères municipales et tous les conseillers municipaux puissent les lire et prendre position.

3. Questions orales.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Ma question s'adresse à M. Tornare. Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un projet de modification de la loi relative aux centres de loisirs et de rencontres et à la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle, la FASE. Cette proposition de révision, qui fait l'objet d'une présentation auprès des communes, donnera aux représentants de l'Etat et des communes la majorité au sein du conseil de fondation.

Avec ce projet, et l'exposé des motifs est à cet égard limpide, le Conseil d'Etat fait clairement porter la responsabilité des dysfonctionnements de la FASE aux associations des centres et au personnel des maisons de quartier.

Quel est leur tort? Avoir, par leur vote au conseil de fondation de la FASE du 29 septembre 2008, évité la suppression pure et simple de toutes les activités à l'intention des enfants et des adolescents prévues durant la semaine de vacances du mois d'octobre! Cette suppression aurait plongé les centaines de familles concernées dans des situations inextricables.

Pourtant, les centres de loisirs et les maisons de quartier de la ville et du canton continuent, que je sache, à offrir à la population les activités qu'elle attend, ceci sans dépasser les budgets que les communes, notre Conseil municipal par exemple, leur allouent. Vos services pourront certainement nous le confirmer.

Il me vient alors deux questions. Qui porte la responsabilité de la crise financière de la FASE, puisqu'il est établi que ce n'est ni les comités ni le personnel? La seconde question: comment le Conseil administratif se positionne-t-il face à l'attaque dont sont ici l'objet des milieux associatifs qui sont l'expression d'une participation citoyenne, d'une démocratie participative au sens le plus noble du terme?

Le président. Je vous rappelle que vous avez droit à une question par personne, même si elle forme un tout...

M. Manuel Tornare, maire. Nous ferons une exception... Madame Salika Wenger, vous avez oublié de respecter les 30 km/h! Vous m'avez bombardé de phrases... (*Remarque de M^{me} Wenger.*) Oui, vous me donnerez votre question par écrit, ce serait bien gentil. Je vais essayer de vous répondre partiellement, mais je vous donnerai une réponse exhaustive par écrit, si vous le permettez.

Je vous rappelle d'abord que la Ville de Genève, à la différence des autres communes, accorde plus de subventions à la FASE qu'elle ne devrait le faire. Nous le devons en grande partie à l'œuvre de Guy-Olivier Segond, quand il était au Conseil administratif et qu'il gérait mon département. J'essaie d'être aussi rapide pour vous répondre que vous l'étiez pour me poser la question.

On ne peut donc pas comparer à la fois la situation des centres de loisirs et des maisons de quartier en Ville de Genève et d'une partie des salaires payés par la Ville avec ce qui se passe dans d'autres communes. En outre, vous le savez très bien, Madame Wenger, nous avons beaucoup plus de maisons de quartier et de centres de loisirs au mètre carré que d'autres communes.

Nous le devons à mes prédécesseurs et à l'action, vous le reconnaîtrez, que j'ai pu mener à la tête du département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports depuis 1999, grâce aussi au concours de mes collègues et à votre concours. La situation n'est donc pas tout à fait comparable à celle des autres communes.

Quand certaines décisions ont été prises par la FASE au sujet des centres aérés, plusieurs d'entre vous, au Parti du travail, à SolidaritéS, chez les Indépendants, mais aussi des représentants de maisons de quartier comme celle de la Jonction m'ont questionné à maintes reprises. Madame Wenger, vous êtes placée pour le savoir – je crois que vous en avez parlé l'autre jour à la commission sociale et de la jeunesse – j'ai essayé d'atténuer les effets négatifs des décisions du conseil de fondation en compensant grâce à mes fonds propres – certains appellent cela une cassette – pour que les milieux défavorisés ne paient pas plus les centres aérés que ce qui est prévu par la FASE.

Par rapport à la gestion de la FASE, les partenaires sociaux étaient jusqu'à présent majoritaires au sein du conseil de fondation. Il est vrai que cette situation était intenable pour les uns et les autres. Au fond, on donnait aux représentants du personnel la corde pour qu'ils puissent se pendre. On leur demandait parfois d'aller annoncer sur le terrain des mauvaises nouvelles, comme des réductions de salaire par exemple.

Bref, cette situation n'était pas saine. Après discussion avec l'Association des communes genevoises (ACG), avec les partenaires sociaux et avec le Conseil d'Etat, il a été décidé, par le Conseil d'Etat, de mettre un terme à cette péréquation au niveau de la représentation et de rendre les communes et le Conseil d'Etat

majoritaires. Cela va-t-il perdurer? Je n'en sais rien. Enfin, c'est la décision présentée il y a quelques jours au Grand Conseil par le conseiller d'Etat Charles Beer, comme vous l'avez dit.

Cela dit, il faudra aussi changer les statuts, nous l'avons dit au Conseil d'Etat. En effet, on ne peut pas proposer un projet de loi qui modifie la structure sociale sans refondre les statuts. Je ne sais pas comment le Conseil d'Etat s'y prendra. J'espère qu'il ne fera pas la même erreur que pour la fumée dans les restaurants, mais c'est tout de même son devoir, sa tâche. Nous verrons ce qu'il fera pour mettre en concomitance la refonte de la loi et la refonte des statuts.

Je ne serai pas trop long mais, pour conclure, je m'engage à vous répondre par écrit, avec diffusion de ma réponse à l'ensemble du Conseil municipal. En Ville de Genève, mes collègues et moi, nous ferons tout pour que les droits et les avantages pécuniaires octroyés ces dernières années au personnel soient maintenus dans les maisons de quartier et les centres de loisirs, dans la mesure de nos possibilités financières, compte tenu de la crise.

Je m'engage aussi à maintenir l'ensemble des prestations demandées, vous l'avez dit il y a un instant, à la fois par les habitants des quartiers, par le tissu associatif et par toutes celles et tous ceux qui utilisent ces maisons de quartier, centres de loisirs, qui deviennent de plus en plus, vous le savez, des maisons citoyennes, c'est-à-dire intergénérationnelles. Elles ne sont pas uniquement réservées à une tranche d'âge, celle des ados et des jeunes, mais aussi à l'ensemble de la population, Suisses et étrangers, bien évidemment.

Voilà l'ébauche de réponse que je voulais apporter à votre question très fouillée et très dense.

Le président. Merci, Monsieur le magistrat. Je demanderai aux conseillères et conseillers municipaux d'être moins dissipés pour que nous nous entendions et, ensuite, de poser des questions courtes qui méritent des réponses claires sans trop de développement. L'objectif étant que chacun puisse poser sa question.

M^{me} Charlotte Meierhofer (AGT). Ma question s'adresse à M. Pierre Maudet, conseiller administratif. Monsieur le magistrat, j'ai été récemment interpellée par le propriétaire de la laverie située à la rue du 31-Décembre, aux Eaux-Vives. Le gérant m'a expliqué que son commerce était victime de nombreuses incivilités et déprédations le soir venu. Il m'a fait part de son incompréhension face à l'absence de patrouilles de police ou d'agents de sécurité municipaux (ASM) dans le quartier des Eaux-Vives.

Questions orales

Ne serait-il pas possible de prévenir ces méfaits en organisant, par exemple, des patrouilles d'ASM à ces heures sensibles? Ces patrouilles seraient bien plus utiles que celles effectuées la journée. Ne doit-on pas réagir avant que ces actes de violence gratuite ne se banalisent?

M. Pierre Maudet, conseiller administratif. Madame la conseillère municipale, si je vous ai bien comprise, il s'agit de savoir comment agir avec efficacité dans le dernier tronçon de la rue du 31-Décembre, situé à proximité du lac et du salon-lavoir, connu de nombreux habitants des Eaux-Vives, qui est un abcès de fixation, notamment sur la question du trafic de drogue.

Je connais bien la personne qui s'est adressée à vous et la situation difficilement vivable de cette dernière portion de la rue du 31-Décembre, qui est, j'insiste là-dessus, uniquement liée au phénomène du trafic de drogue. Le problème, c'est que les compétences des ASM ne s'étendent pas à ces questions de drogue, aujourd'hui comme par le passé.

Nous n'avons donc strictement aucune compétence ni capacité d'agir face à ce type d'infractions et de délits. Or c'est extrêmement frustrant, parce que la population interpelle régulièrement les ASM, qui doivent se contenter d'informer en disant que c'est la gendarmerie, respectivement la Task Force Drogue – un groupe mixte de gendarmes et de policiers judiciaires – qui agissent sur ces problématiques spécifiques de la drogue.

Je peux vous dire que des patrouilles passent et que nous essayons de préserver cet effet dissuasif en termes de présence uniformée. Mais les horaires des ASM sont limités – je vous fais régulièrement cette réponse – et ils sont connus: ils vont de 6 h à 22 h en période hivernale, de 6 h à minuit en période estivale.

A l'évidence, nous ne trouverons pas la réponse à ce problème de trafic de drogue à cet endroit particulier, inclus dans le périmètre dit d'exclusion territoriale, chez les ASM, mais bien dans une détermination et une volonté politiques, avec la mise à disposition de moyens au niveau du Canton.

Le président. Je profite de saluer notre ancien collègue Marc Dalphin à la tribune du public. (*Applaudissements.*)

M. Jacques Hämmerli (UDC). Ma question s'adresse au Conseil administratif dans son ensemble. Chacun sait qu'un comité s'est constitué à Genève dans le but d'y accueillir les Jeux olympiques d'hiver.

Comme chacun sait également que, juridiquement, seules les villes peuvent être candidates, il m'intéresse de connaître la position du Conseil administratif in corpore, pas celle de son maire uniquement – j'insiste bien, le Conseil administratif in corpore – et de savoir si le Conseil administratif a eu une délibération à ce propos. Si oui, quel en a été le résultat et le Conseil administratif pourrait-il clairement communiquer sur cet objet, par voie de presse également?

M. Manuel Tornare, maire. Monsieur Hämmerli, je vous remercie de votre question, qui m'est posée assez régulièrement. Pas plus tard que la semaine passée, j'ai répondu à des interviews des deux journaux gratuits, *20 Minutes* et *Le Matin bleu* – excusez-moi de faire de la peine aux journaux payants qui sont à la tribune de la presse...

J'avais quand même été assez surpris de voir que le conseiller d'Etat en charge du Sport-Toto, Mark Muller, et les membres de ce comité que vous avez cité parlaient à la place du Conseil administratif, à la place du maire, à la place du responsable des sports en Ville de Genève.

J'ai donné alors la réponse suivante. Nous avons eu un débat au sein du Conseil administratif avant les vacances, quand nous avons été sollicités par ce comité. Nous avons décidé à l'époque de ne rien décider. En revanche, j'ai demandé à mes collègues d'accepter la proposition de ce comité d'envoyer une émissaire de mon département.

Cette personne est en fait l'administratrice de mon département. C'est une ancienne championne olympique, membre de Swiss Olympic, et elle connaît bien le sujet. Mais elle est là à titre d'observatrice et elle a reçu comme mot d'ordre de ne pas prendre de décision à notre place. Nous sommes unanimes.

Cela dit, répondant au mois de juillet, je crois, à un journal payant, la *Tribune de Genève*, j'avais dit, au nom du Conseil administratif, qu'il fallait un certain nombre de conditions. Pour l'instant, nous estimons qu'elles ne sont pas réunies.

Première condition: un assentiment populaire. Il y aura certainement soumission au peuple de cette décision ou non-décision, puisque, au mois de juin, le Conseil d'Etat pense présenter une proposition au peuple, comme cela se fait généralement en Suisse. Ce fut le cas en Valais, je vous le rappelle, pour les Jeux olympiques de 2006 qui, malheureusement, n'ont pas eu lieu à Sion, mais à Turin.

Assentiment populaire donc, mais également une deuxième condition, que les médias soient favorables à cette proposition. Or il semblerait, au vu de certaines affichettes de journaux, la semaine passée, que ce ne soit pas tellement le

Questions orales

cas. Troisième condition, que les régions concernées, à savoir le Valais, le canton de Vaud, soient clairement en faveur de ces Jeux olympiques. Nous n'avons pas de réponse.

Quatrième condition, l'accord de Swiss Olympic, qui doit décider ou non de l'acceptation de ce projet. Or nous avons rencontré dernièrement les responsables de Swiss Olympic, lors du séminaire de mon département à Macolin, et ils étaient plutôt en défaveur de la candidature de Genève, ce qui n'englobera pas la France voisine, parce que nous n'avons pas le droit de le faire.

Vous avez raison, Monsieur Hämmerli, ce ne sont ni les cantons ni les régions qui doivent décider, mais les Villes, en l'occurrence la Ville de Genève. Les représentants du Comité international olympique (CIO), que j'avais vus lors de la finale Espagne-Allemagne de l'Eurofoot, à Vienne, me l'avaient répété.

J'ajoute une cinquième condition: que les milieux privés, pas seulement le sponsoring, soient parties prenantes dans cette opération. J'ai posé des questions, je n'ai pas les réponses. Le jour où toutes ces ambiguïtés seront levées, nous aurons une sérieuse discussion au Conseil administratif. Il y aura les pour et les contre, mais, pour l'instant, ces conditions posées au nom du Conseil administratif n'ont pas obtenu les réponses adéquates.

(La présidence est momentanément assurée par M^{me} Vera Figurek, vice-présidente.)

M^{me} Odette Saez (DC). Ma question s'adresse à M. le maire. Il s'agit des bains des Pâquis. Pour le budget de l'année passée, j'avais déjà déposé un amendement pour demander de diminuer la subvention des bains des Pâquis. Ma question sera brève, Monsieur le maire, j'aimerais bien savoir quand vous comptez mandater un contrôle financier de la Ville dans cette institution.

M. Manuel Tornare, maire. Madame la conseillère municipale, vous l'avez lu aujourd'hui dans les journaux, c'est surtout ma collègue Sandrine Salerno qui est chargée du dossier buvette, où se trouve l'essentiel des problèmes. Cela dit, le Service des sports octroie depuis de nombreuses années une subvention assez importante – même très importante – aux bains des Pâquis.

Nous avons reçu, ma collègue Sandrine Salerno et moi-même, le comité des bains des Pâquis mercredi passé, à 8 h du matin. J'ai annoncé aux représentants du comité, ceux qui n'étaient pas démissionnaires, que le Contrôle financier, chargé de contrôler régulièrement certains services des départements, avait décidé cette

année d'auditer les bains des Pâquis, sans qu'il y ait eu pressions ni de ma part, ni de la part de certains de mes collègues. Cela fait partie d'un tournus que le Contrôle financier décide d'effectuer. Par conséquent, les bains des Pâquis seront audités par le Contrôle financier de la Ville de Genève. Je crois avoir répondu à votre question.

M. Christophe Buemi (S). Ma question est liée aussi aux bains des Pâquis. Je ne sais pas quel conseiller administratif voudra répondre. Monsieur le maire, il y a une ou deux semaines, nous devions auditionner les bains des Pâquis en commission des sports et de la sécurité. Malheureusement, cette séance a été annulée et je voulais savoir comment vous associez la commission à cette démarche.

En outre, qu'en est-il de la subvention, puisque nous sommes à un mois du budget? Allez-vous la suspendre momentanément? Quelle démarche allez-vous entreprendre à ce sujet?

M. Manuel Tornare, maire. Nous sommes convenus de nous revoir avec le comité des bains des Pâquis, mais M^{me} Salerno va vous donner des précisions supplémentaires.

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. Monsieur Buemi, la première partie de votre question consiste à savoir si nous associerons la commission des sports et de la sécurité. En l'état, non. Nous sommes en train de discuter, mon département et celui de mon collègue Manuel Tornare – même si l'ensemble des départements est concerné puisqu'il y a de fortes interactions entre les bains des Pâquis comme espace public et toute la politique de gestion et de tri des déchets menée par Pierre Maudet. En outre, M. Pagani nous rappelait que le Service de l'énergie installe actuellement des cellules photovoltaïques sur les lieux. En définitive, vous voyez que la plupart des départements sont concernés par cet espace.

A ce stade, je vais négocier le futur contrat de bail à loyer de la buvette. Maintenant, s'agissant de la convention et de la subvention de 420 000 francs qui lie la Ville à l'Association des usagers des bains des Pâquis, c'est un travail qui se fait à l'interne, sous l'égide du directeur du département de M. Tornare, Sami Kanaan, et du mien, Philippe Aegerter. Ils discutent actuellement avec les différentes parties et examinent s'il y a lieu de suspendre la subvention.

En l'état, nous avons commencé nos discussions et rien ne laisse présager que nous devons prendre cette décision-là. Mais enfin, vous l'avez vu aujourd'hui dans la presse, la discussion ne fait que commencer. Si, ultérieurement, nous

Questions orales

venions à prendre connaissance d'éléments qui mettraient en péril la subvention, bien évidemment, nous retournerions devant le Conseil municipal, notamment en prévision du vote du budget, qui aura lieu le 6 décembre. Mais nous espérons vraiment, les uns et les autres, ne pas devoir en arriver là.

M. Jean-Louis Fazio (S). Ma question s'adresse à M^{me} Salerno et à M. Pagani. Elle concerne en fait la convention qui liera la Ville de Genève et la Ciguë au Clos Voltaire. Je voulais savoir si la Ville avait déjà signé cette convention, si les travaux allaient débiter bientôt et si vous aviez bien fait la modification pour la mise à disposition gratuite de la salle polyvalente du Clos Voltaire pour les habitants et pour l'Institut et Musée Voltaire.

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. A propos du Clos Voltaire, nous vous rappelons la question posée lors de nos précédentes séances par M. Barbey, qui voulait connaître les démarches entreprises s'agissant du lieu. D'ailleurs, vous savez que nous avons différentes problématiques qui ne concernent pas uniquement mon département. Ces problématiques concernent la sécurité liée à un trafic de drogue et à la toxicomanie; elles sont discutées avec la police et, notamment, le département de mon collègue Pierre Maudet.

Nous avons pas mal de problèmes sur l'espace, autour de la question de savoir s'il est public ou privé. A cet égard, tout un travail doit être fait, notamment en lien avec le département de mon collègue Rémy Pagani, pour déterminer la nature – parfois mal définie – des parcelles. En effet, la police ne sait pas si elle intervient sur le domaine public ou le domaine privé, et cela change beaucoup les choses.

S'agissant de la salle mise à la disposition des habitantes et des habitants du quartier, on enregistre beaucoup de nuisances et de doléances, ce qui montre que ce choix du Conseil municipal était peut-être judicieux, mais que sa mise en œuvre n'est pas si simple pour les services de l'administration et qu'elle ne satisfait pas vraiment aujourd'hui, à ce stade, les habitantes et les habitants du quartier. Nous travaillons avec le département de M. Manuel Tornare.

La problématique du droit de superficie pour les bâtiments et du logement spécifique pour jeunes en formation incombe à mon département. Oui, nous allons signer une convention qui nous lie à la Ciguë! Mais maintenant, un groupe de travail a été instauré, comme nous l'avions expliqué à M. Barbey lors du précédent Conseil municipal.

Ce groupe de travail est animé par le directeur du département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports, M. Sami Kanaan, et il regroupe les différents

services de l'administration municipale concernés – je vous ai cité les principaux d'entre eux – mais également certains acteurs du Canton, notamment la gendarmerie, puisque, malheureusement, elle est appelée à intervenir régulièrement sur cet espace-là.

Oui, un travail sera fait s'agissant de la maison et du droit de superficie. En même temps, il y a tout un travail d'accompagnement, qui n'est pas qu'un accompagnement social mais un accompagnement du projet sous l'égide du département de Manuel Tornare.

M^{me} Anne Carron-Cescato (DC). Ma question s'adresse à M. Pagani. Je me fais le relais de citoyens de l'avenue Krieg au sujet de travaux qui ont commencé au début de l'été et qui semblent ne pas se terminer. Le Conseil administratif peut-il rassurer ces citoyens en leur communiquant la date de la fin des travaux?

La présidente. M. Pagani vous répondra demain.

M. Christian Lopez Quirland (S). Ma question s'adresse à M. Pagani. Depuis l'an passé, vous avez exprimé à plusieurs reprises, dans la presse et ici même, votre souhait de mettre en place un système de vélos en libre service, comme cela se fait d'ailleurs à Barcelone, à Paris, où le système marche assez bien.

Je souhaiterais savoir ce qu'il en est de ce projet et comment vous pensez intéresser les associations. Nous avons entendu que des associations telles que Genève Roule souhaitaient participer à cette expérience. Qu'en est-il de ce projet? Allons-nous passer en définitive d'un souhait à une volonté politique de votre part?

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je rappelle d'abord le fond de la problématique. Nous ne sommes pas dans la configuration de Barcelone, ni dans celle de Madrid, ni même dans celle de Paris. Nous avons deux collines et, de ce fait-là, les gens qui loueraient ces vélos ne feraient que les utiliser à la descente. Nous devrions remonter les vélos, ce qui nous coûterait assez cher.

L'étude réalisée nous pose les termes suivants du problème. La mise en œuvre, c'est 1,5 million de francs à peu près et, toutes les années, c'est 1 million de francs de frais pour entretenir ce parc, pour notre municipalité ou pour des

associations. Ces frais sont assez importants du simple fait de la configuration de notre ville.

Il faudrait donc payer les camions pour remonter les vélos, ce qui, en fait, nous reviendrait le même prix, si j'ose dire, que de payer un bus tel celui de la Vieille-Ville. Ces derniers nous coûtent aujourd'hui 300 000 francs approximativement par année. En effet, nous payons trois lignes sur le territoire municipal.

Nous sommes dans cette configuration-là. Deuxième problématique, qui vient s'ajouter à cette couche: juridiquement, nous avons engagé la question des vélos en libre service dans la mise en soumission de l'affichage. Nous avons jumelé la question des panneaux d'affichage avec les vélos en libre service et nous sommes aujourd'hui dans une situation juridique, je n'ose pas dire inextricable, mais très difficile.

En fait, si nous retirons de l'offre publique que nous avons faite les vélos en libre service, il faut que les deux entités qui sont dans le deuxième tour de cette offre publique soient d'accord. Donc, nous sommes en train de discuter pour essayer de retirer ces vélos en libre service.

Troisième problématique, aujourd'hui, les gens se déplacent de plus en plus à scooter et les scooters sont très polluants. Pour essayer d'éliminer réellement ce phénomène important, il serait peut-être intéressant de réfléchir à la mise sur pied des stations en libre service de vélos électriques.

Nous sommes en train de rediscuter l'ensemble de cette problématique, tant financière que juridique, et nous voulons prendre un pari sur l'avenir en mettant entre 400 et 500 vélos électriques à la disposition de la population. Nous vous ferons part de notre détermination par rapport à cette problématique, mais il faut compter entre quatre et cinq mois avant une décision du Conseil administratif sur cette problématique.

M. Alexis Barbey (L). J'avais en fait une question sur les bains des Pâquis mais, puisqu'elle a été posée, j'y renonce et j'en profite pour une autre question, qui a trait au Clos Voltaire. Madame Salerno, j'ai bien écouté votre intervention sur le Clos Voltaire et je vous remercie de vos précisions.

Cela dit, une personne qui dépend de la Ville est particulièrement bien informée de la problématique Clos Voltaire, c'est M. Jacob, conservateur de l'Institut et Musée Voltaire. Je voulais juste m'assurer qu'il était étroitement impliqué dans le processus. C'est le sens de ma question: est-il bien impliqué?

Si je peux me permettre une remarque qui s'adresse à tout le Conseil administratif... Nous sommes ravis d'avoir des réponses précises de votre part, mais

la durée de vos réponses fait que souvent – ce ne sera pas le cas ce soir, heureusement – nous n’arrivons pas à poser toutes nos questions. En effet, avec des réponses de dix minutes à des questions de trente secondes, nous ne pouvons poser que trois questions orales environ par session, ce qui est dommage. Je veux donc vous encourager à répondre avec brièveté.

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. M. Jacob fait partie du groupe de travail que je mentionnais tout à l’heure.

M. Mathias Buschbeck (Ve). Ma question s’adresse à M. Rémy Pagani et elle concerne une information destinée aux habitants du chemin des Ouches et de la rue Camille-Martin. Je vous remercie de l’avoir donnée pour que les habitants sachent ce qui se passe dans leur rue. Mais le contenu de cette information est un peu étrange.

En effet, on nous annonce que les bacs à fleurs censés servir d’éléments de modération de la circulation seront supprimés, parce qu’ils ont besoin d’entretien. Je trouve un peu bizarre de dire qu’on doit enlever des bacs à fleurs pour les entretenir, car il pourrait en être de même pour tout ce qui est fait en ville de Genève: supprimer puisqu’on doit entretenir. Je voudrais donc savoir si l’entretien est bien la raison pour laquelle ces bacs à fleurs sont enlevés.

D’autre part, que va-t-on mettre à la place de ces éléments de modération de la circulation pour assurer que les voitures roulent toujours à 20 km/h dans ces deux rues?

(La présidence est reprise par M. Thierry Piguet, président.)

Le président. M. Pagani vous répondra demain.

M^{me} Patricia Richard (R). Ma question s’adresse à M. le maire. Monsieur Tornare, les usagers de la piscine de Varembeé et le personnel aimeraient savoir quand le lecteur de cartes EC promis sera mis en service et à la disposition des gens qui veulent payer leur abonnement annuel.

Le président. M. Tornare vous répondra demain.

4. Motion du 24 juin 2008 de M^{mes} Marguerite Contat Hicquel, Anne Moratti Jung, Frédérique Perler-Isaaz, Sandrine Burger, Sophie de Weck Haddad, Claudia Heberlein Simonett, Marie-Pierre Theubet, MM. Alpha Dramé, Yves de Matteis, Miguel Limpo, Eric Rossiaud et Gilles Garazi: «Durban II et Genève» (M-815)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant:

- la conférence Durban II qui aura lieu à Genève du 20 au 24 avril 2009;
- que cette conférence traitera du suivi de la «Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance», qui a eu lieu à Durban du 2 au 9 septembre 2001;
- l'importance de cet événement tant sur le plan de la défense des droits humains en général que sur le plan de la lutte contre le racisme;
- l'importance d'une participation de la Ville de Genève comme lieu de dialogue entre les diverses communautés;
- l'occasion offerte à la Ville, par la tenue de cette conférence, de promouvoir la mission de la Genève internationale et de renforcer les relations avec les organisations internationales, onusiennes et les organisations non gouvernementales,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif:

- à participer activement à la préparation de la conférence Durban II;
- à organiser une ou des manifestations permettant aux habitants de Genève et aux délégués à cette conférence d'échanger sur la problématique du racisme et les enjeux qui y ont trait;
- à favoriser la participation des associations, notamment celles de lutte contre le racisme, à l'organisation de cet événement;
- à mettre en œuvre toute autre mesure utile au succès de cette conférence et en particulier à prévoir le budget nécessaire à la réalisation des objectifs.

M^{me} Marguerite Contat Hicquel (Ve). Les Verts souhaitent retirer cette motion M-815. Vous le savez, cette motion portait sur la question de l'organisation éventuelle d'un événement dans notre ville de Genève dans le cadre de cette conférence de suivi de Durban, qui porte sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance.

¹ Annoncée, 840.

Motion d'ordre

Cette conférence internationale aura lieu à Genève du 20 au 24 avril 2009 et les Verts avaient pensé que, mettant à profit la présence de nombreux experts et organisations, il pourrait effectivement être organisé par la Ville de Genève, et le Conseil administratif en l'occurrence, un événement – ou des événements – qui permettrait de débattre notamment de la question du racisme en Suisse.

Depuis lors, cette motion ayant été déposée au mois de juin 2008, les propos des Verts ont été visiblement interprétés de manière abusive. On a commencé à nous faire des faux procès et nous pensons que, pour des questions de gain de paix, il est préférable de retirer cette motion.

Je préciserai encore que les Verts déposeront une autre motion ultérieurement, car nous sommes convaincus que refuser de débattre de telles questions, c'est donner finalement la parole aux personnes qui préfèrent la passivité, voire les comportements nettement discriminatoires, plutôt qu'à celles qui privilégient le dialogue, même difficile.

Le président. Nous prenons bonne note du retrait de cette motion M-815.

Je passe à la motion d'ordre sur la résolution urgente R-115, intitulée «Pour que vive la radio One FM». Je donne la parole à l'un ou l'une de ses auteurs pour nous parler de l'urgence.

M^{me} Salika Wenger (AGT). J'imagine que tout le monde a lu la presse et est au courant de la situation de cette radio. Il y a une urgence à dire notre étonnement, notre stupéfaction et notre ennui de cette décision prise par des technocrates qui, visiblement, ne connaissent pas très bien notre ville. Alors, comme la décision a été prise – comme on dit dans mon quartier – à l'arrache, j'aimerais bien que nous fassions de même, à savoir que nous votions cette urgence, que nous en discussions très rapidement et que nous fassions savoir que le Conseil municipal de Genève est tout à fait mécontent, surpris et désolé d'une décision aussi inique.

Le président. Il n'y a plus de demande de parole, je fais donc voter la motion d'ordre.

Mise aux voix, la motion d'ordre est acceptée à l'unanimité.

Le président. Nous débattons de cette résolution immédiatement.

5. Résolution du 4 novembre 2008 de M^{mes} Salika Wenger, Nicole Valiquer Grecuccio, Sarah Klopmann, MM. Alexandre Chevalier, Simon Brandt, Jean-Charles Lathion et Jacques Hämmerli: «Pour que vive la radio One FM» (R-115)¹.

PROJET DE RÉSOLUTION

Le Conseil municipal profite de cette séance pour faire savoir son désaccord avec la décision de ne pas renouveler la concession attribuée à la radio One FM et demande au Conseil administratif de prendre les mesures nécessaires afin de soutenir celle-ci dans son recours contre cette décision.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Monsieur le président, je crois avoir tout dit il y a une minute et je ne reviendrai pas là-dessus, notre propos étant de faire connaître la position du Conseil municipal et probablement aussi des 100 000 auditeurs de cette radio.

La parole n'étant pas demandée en préconsultation, la résolution est mise aux voix; elle est acceptée sans opposition (1 abstention).

Elle est ainsi conçue:

RÉSOLUTION

Le Conseil municipal profite de cette séance pour faire savoir son désaccord avec la décision de ne pas renouveler la concession attribuée à la radio One FM et demande au Conseil administratif de prendre les mesures nécessaires afin de soutenir celle-ci dans son recours contre cette décision.

Le président. Cette résolution sera donc renvoyée au Conseil administratif, afin qu'il prenne les mesures nécessaires pour soutenir dans son recours la radio One FM.

¹ Annoncée, 2151. Motion d'ordre, 2164.

6. Proposition du Conseil administratif du 17 septembre 2008 en vue de l'ouverture d'un crédit de 2642370 francs destiné à la rénovation de l'immeuble situé au 14, rue Jean-Jacques-Rousseau, parcelle N° 5736, feuille N° 43, commune de Genève, section Cité (PR-653).

Préambule

Ce bâtiment fait partie d'un ensemble de logements sociaux sur arcades commerciales et ateliers, organisé en quadrilatère bordé par les rues Rousseau, Lissignol et Paul-Bouchet. De ce quadrilatère, formé de six bâtiments autour du square, quatre bâtiments ont déjà été entièrement rénovés; il s'agit des immeubles 5 et 7, rue Lissignol dans une première étape, et récemment le 9, rue Lissignol et le 16, rue Rousseau.

Historique de l'opération

Janvier 1991	obtention de l'autorisation de construire N° DD 87832 pour la rénovation de l'immeuble, création de salles de bains, aménagement de deux ateliers pour artistes dans les combles et installation d'une cage d'ascenseur.
Janvier 1995	dépôt d'une autorisation complémentaire N° DD 87832/1.
Juin 1997	dépôt d'une autorisation complémentaire N° DD 87832/2 avec installation d'une chaufferie à gaz, remplacement partiel des vitres, suppression de l'ascenseur intérieur et des ateliers dans les combles.
Juin 2000	obtention de l'autorisation de construire N° DD 87832/2
Août 2000	recours de deux locataires contre l'autorisation N° DD 87832/2. Les locataires sont représentés par l'Asloca. Depuis le dépôt du recours, les parties ont suspendu la procédure.
Mai 2003	le Conseil municipal demande de négocier le processus d'une rénovation légère avec les locataires.
Novembre 2003	un nouveau dossier est prêt à être déposé. Le projet de rénovation est modeste et vise, en accord avec les locataires, à l'installation de blocs sanitaires simples (douche, W.-C.) à la réfection des installations techniques et à la rénovation des façades.

- 20 mars 2007 le Conseil municipal vote un crédit d'étude complémentaire afin de permettre la mise au point du projet définitif et le dépôt de l'autorisation de construire.
- Février 2008 M^{me} la conseillère administrative Sandrine Salerno demande un rapport sur l'état du dossier.
- Avril 2008 M^{me} Salerno confirme son accord pour le dépôt d'une nouvelle autorisation de construire.
- Août 2008 la Ville de Genève informe la Commission de recours et le Département des constructions et des technologies de l'information qu'elle renonce à l'autorisation N° DD 87832/2 et dépose une nouvelle demande d'autorisation de construire.

Notice historique

La Ville de Genève réalisa le percement de la rue Paul-Bouchet en 1875-1876, dans le dessein de construire des logements économiques et d'assainir le vaste îlot compris entre les rues Rousseau, de Cornavin, de Chantepoulet et du Cendrier.

En collaboration avec l'Etat, la Ville lança le projet du «square Paul-Bouchet» en 1895 et mandata les architectes Gédéon et Louis Dériaz. Les immeubles font partie d'un ensemble sous la forme d'un quadrilatère situé le long des rues Rousseau, Paul-Bouchet et Lissignol.

Les logements étaient destinés aux ouvriers, afin d'améliorer leurs conditions de vie et de les maintenir en ville, proche de leur lieu de travail et des écoles pour leurs enfants. Dès 1896, la Ville procéda à des achats de terrains et les premiers immeubles furent achevés l'année suivante, parmi lesquels le 16, rue Rousseau et le 9, rue Lissignol, rénovés par la Ville respectivement en 2005 et en 2006.

L'appel d'offres pour la construction du 14, rue Rousseau fut lancé en janvier 1898 et l'autorisation accordée le 28 avril de la même année pour le projet qui comprenait un ensemble d'immeubles.

La construction de ces immeubles est sobre, mais robuste. Ils comprennent quatre étages recouverts de crépi sur un rez commercial en roche blanche. Les façades sont simples, ornées d'un cordon mouluré entre le 1^{er} et le 2^e étage et d'un bandeau entre le 3^e et le 4^e. Les encadrements des fenêtres sont en molasse, et les tablettes en roche.

De tous les immeubles du quadrilatère, le 14, rue Rousseau a la façade la plus élaborée. Elle est composée de cinq travées, dont les ouvertures des 1^{er} et 2^e étages sont surmontées de consoles, et les trois fenêtres centrales du 1^{er} d'un fronton

triangulaire. Elle comprend deux bandeaux au-dessus des 1^{er} et 3^e étages et un avant-toit à modillons.

Cet immeuble sobre et élégant devra être restauré avec grand soin.

Concertation avec la population

- 12 mai 2003 présentation des plans pour une rénovation «douce» aux locataires. Suite à cette rencontre, diverses modifications sont apportées et les plans sont transmis aux locataires pour accord.
- 23 janvier 2006 une rencontre a lieu en présence des locataires, de M^{me} Irène Buche, avocate à l'Asloca, des architectes responsables du projet et de M. Nils de Dardel, ancien directeur du département de l'aménagement, des constructions et de la voirie.
- 3 mai 2007 suite à leur demande, la Gérance immobilière municipale reçoit les locataires pour faire le point sur l'avancement du dossier.
- 17 octobre 2007 les plans du projet définitif sont présentés aux locataires afin qu'ils en prennent connaissance et puissent faire part de leurs éventuelles remarques. Les plans et le procès-verbal de la séance sont remis aux locataires par l'intermédiaire de leur avocate pour consultation.

Exposé des motifs

En juillet 1990, ce bâtiment a fait l'objet, par le service du Recensement du patrimoine immobilier municipal, d'une évaluation de réhabilitation selon la méthode MER (méthode d'évaluation rapide). Dans ce rapport, auquel il est important de se référer, son état de détérioration y est décrit comme étant de type dit «lourd».

Son état général, sauf la couverture (rénovée en 1994), nécessite donc une rénovation importante. Ses façades en particulier, mais également ses installations techniques, sont en mauvais état. Des éléments de la structure sont à consolider. Les menuiseries extérieures sont déficientes et souvent irréparables, les appareils sanitaires vétustes, il n'y a pas de chauffage central. Les appartements ne disposent pas de salles de bains et l'aménagement des cuisines est obsolète.

Aujourd'hui, il est donc impératif de procéder à sa réhabilitation, celle-ci se plaçant dans la volonté du Conseil administratif de voir tout le quartier de Saint-Gervais rénové.

Description de l'ouvrage, caractéristiques et descriptif des travaux

Ce bâtiment est érigé sur la parcelle N° 5736 d'une surface de 379 m² et comprend:

- au sous-sol: 1 niveau de caves et dépôts pour les arcades.
- au rez: 1 niveau avec 3 arcades
- au 1^{er}: 3 logements (1 x 2 pièces, 1 x 3 pièces, 1 x 4 pièces)
- au 2^e: 3 logements (1 x 2 pièces, 1 x 3 pièces, 1 x 4 pièces)
- au 3^e: 3 logements (1 x 2 pièces, 1 x 3 pièces, 1 x 4 pièces)
- au 4^e: 3 logements (1 x 2 pièces, 1 x 3 pièces, 1 x 4 pièces)
soit 36 pièces au total
- combles: des greniers, une buanderie et un séchoir

Sa façade principale est située dans l'axe de la rue Grenus, sa façade arrière donne, elle, sur la cour intérieure du square. Ses murs pignons sont mitoyens d'un côté avec le 16, rue Rousseau, récemment rénové, et de l'autre le 1-3 Lissignol.

Un passage, accessible aux piétons, relie la rue Rousseau à la cour intérieure du square Rousseau-Lissignol, où se situe une arcade commerciale, et rejoint par la suite la rue Lissignol.

Conformément à la décision de la commission ad hoc Saint-Gervais du Conseil municipal, il est prévu une rénovation simple avec maintien des typologies actuelles.

Les travaux de rénovation envisagés sont les suivants:

Sous-sol

- Exécution d'un dallage en ciment sur le sol en remplacement des sols actuels en terre battue.
- Renforcement des sommiers dans la librairie et dans la cave du café, pose de poteaux sous le sommier situé dans les locaux techniques, traitement curatif des pièces de charpente.
- Réfection des enduits sur les murs existants.
- Pose d'une isolation antifeu sur l'ensemble des plafonds.
- Pose de cadres et portes métalliques E30.
- Création de locaux pour vélos, poussettes, poubelles et locaux techniques.
- Aménagement d'un local avec vestiaire et W.-C. et d'un local dépôt pour la boucherie.

Rez-de-chaussée (arcades et entrée de l'immeuble)

- Rénovation complète de la boucherie afin de la mettre aux normes, remplacement de la chambre froide.
- Création d'une ventilation pour la cuisine du café avec extraction en toiture.
- Renforcement du plancher situé sur le passage couvert.

- Remise en état de la porte d'entrée et pose d'une porte pour accès à la cour (actuellement murée).

Cage d'escalier

- Rénovation des portes palières, remise aux normes E30.
- Réfection de la peinture des murs, des paillasse et des plafonds de la cage d'escalier.

Etage type

- La typologie actuelle des logements sera conservée. Les cloisons abattues par les locataires seront remontées afin de retrouver la typologie d'origine.
- Les pièces d'habitation (séjours, chambres, dégagements) ne seront pas touchées et les déformations structurelles des planchers seront laissées en l'état.
- Les interventions dans les appartements portent essentiellement sur la création de locaux sanitaires (W.-C., douches) et d'un bloc cuisine. Dans la mesure du possible, le carrelage de la cuisine sera conservé.
- Les menuiseries intérieures seront conservées.
- Renforcement des solives situées sous les galandages.

Combles

- Création d'une chaufferie avec production d'eau chaude centralisée, d'une buanderie et éventuellement d'un local de réunion pour les locataires.
- Aménagement de greniers pour les locataires.
- Exécution d'un plancher isolé en panneau de bois aggloméré sur lambourde pour le local de réunion.
- Isolation des plafonds des locaux de la salle de réunion et de la buanderie, isolation des planchers de la chaufferie et des greniers.
- Création d'un exutoire de fumée sur cage d'escalier.
- Remplacement des tabatières existantes, création d'un accès toiture.

Façades

- Remplacement de la menuiserie métallique de la vitrine de la boucherie avec des nouvelles serrureries et des verres isolants.
- Rénovation des cadres de fenêtres, adaptation et mise en place de verre isolant. Si nécessaire, remplacement des fenêtres existantes par des nouvelles en chêne naturel.
- Exécution d'un crépi isolant sur les façades.
- Peinture des avant-toits, berceaux, plates-bandes et lambrissages.
- Remise en état des volets, pose de stores pour les arcades.

Canalisations

- Réfection des introductions eau, gaz, électricité.
- Remplacement de l'ensemble des canalisations au sous-sol, jusqu'au raccordement au système unitaire sur la rue.

Sanitaires

- Création dans les appartements d'une salle de bains comprenant un W.-C., une douche et un lavabo.

Adéquation à l'Agenda 21 de la Ville de Genève

Utilisation de matériaux de construction

Une attention particulière a été portée sur leur choix:

- Isolation thermique réalisée avec un enduit minéral composé de chaux hydraulique naturelle et de silice expansée.
- Utilisation de produits à l'eau pour la vitrification et le vernissage du bois (parquet, volets).
- Application obligatoire de la liste rouge publiée par le Département des constructions et des technologies de l'information (liste des substances toxiques prohibées dans les matériaux de construction).
- Application des recommandations publiées par Eco-Bau (disponibles en français sur le site internet www.eco-bau.ch, rubrique «Fiches CFC»).

Développement des énergies renouvelables

Un potentiel solaire existe et sera exploité sur ce bâtiment par la pose de panneaux solaires permettant le préchauffage de l'eau chaude sanitaire.

Amélioration de la qualité de l'air

La création d'une chaufferie collective fonctionnant au gaz naturel et solaire permet à la fois de sécuriser le bâtiment tout en diminuant de manière importante les émissions.

Amélioration des conditions d'habilité

Les travaux envisagés sur ce bâtiment permettront d'améliorer sensiblement le confort thermique, sanitaire et acoustique, mais aussi la sécurité incendie.

Conception énergétique

Il s'agit d'un projet de rénovation partielle, avec une intervention limitée dans les appartements. De ce fait, les possibilités de réduire les besoins en énergie de chauffage sont également diminuées. Dès lors, l'objectif général de réduction de 50%, tel que décrit dans la stratégie générale «100% renouvelable en 2050», ne pourra être atteint.

Toutefois, le programme des travaux comprend différentes interventions, tant sur l'enveloppe du bâtiment que sur ses équipements techniques, visant à

réduire la consommation d'énergie, tout en améliorant les conditions de confort des occupants. Ceci permettra de passer d'un bâtiment aux performances énergétiques médiocres (650 MJ/m²) à moyennes (450 MJ/m²), et de diminuer ainsi de près de 30% les consommations et dépenses d'énergies associées.

Le concept de chauffage gaz/solaire permet d'obtenir une couverture des besoins en chauffage par une énergie renouvelable d'environ 20 à 30%.

Enveloppe du bâtiment

L'intervention sur l'enveloppe vise à baisser les pertes thermiques de l'enveloppe en accord avec les principes de conservation du patrimoine. Les interventions prévues sont les suivantes:

- Isolation des murs extérieurs avec crépi isolant unilit.
- Remplacement des simples vitrages par des vitrages isolants.
- Isolation du plancher des combles en laine minérale.
- Isolation du plancher du sous-sol sur locaux non chauffés.

Electricité

- Remplacement intégral des installations électriques, installation d'un compteur par appartement, un compteur par arcade et un compteur pour les locaux communs.
- Les appareils et installations sont conçus de façon à limiter la consommation d'électricité dans le sens de la recommandation SIA 380/4. Il est notamment prévu d'optimiser l'éclairage des communs d'immeuble par un dispositif d'automation gérant l'allumage et l'extinction de la lumière des locaux.
- De plus, les appareils électriques fournis à la Ville de Genève seront choisis en fonction de leurs qualités énergétiques mentionnées sur les étiquettes énergétiques. En principe, seuls les appareils de classe A seront retenus.

Chauffage

- Création d'une chaufferie fonctionnant au gaz naturel avec chaudière à condensation et production d'eau chaude sanitaire centralisée, située dans les combles.
- Distribution de chaleur avec alimentation hydraulique des radiateurs à basse température dans tous les locaux et pose de vannes thermostatiques.

Installation solaire

- Installation de capteurs solaires, environ 35 m² pour le préchauffage de l'eau chaude sanitaire sur le toit de l'immeuble, équivalent à une couverture de 50% des besoins en eau chaude sanitaire.

Ventilation

- Ventilation simple flux des locaux humides au sens de la RALCI, avec ventilateurs de toiture et soupapes d'extractions. Réseaux et ventilateurs séparés par type d'affectation (cuisines, W.-C. et bains, buanderie, poubelle).
- Arcades: installation d'une ventilation mécanique pour la cuisine du café avec extraction en toiture.

Sanitaire

- Introductions des réseaux: remplacement complet des canalisations et mise en réseau séparatif, remplacement des introductions d'eau et de gaz.
- Distribution: remplacement intégral des colonnes de chute et des alimentations en eau froide et eau chaude. Remplacement également des conduites de gaz comprenant une réserve de raccordement gaz avec un compteur par cuisine.
- La production d'eau chaude sanitaire pour les logements est assurée via une production combinée avec la chaudière et l'installation solaire.
- Afin de limiter les consommations d'eau, les robinetteries et les chasses d'eau seront équipées et réglées de façon idéale. Des compteurs d'eau chaude individuels seront également installés pour chaque appartement et arcade.

Gestion des consommations

D'une manière générale, la gestion et la répartition des énergies doivent être clarifiées et des systèmes de comptage prévus en conséquence (compteur individuel d'eau chaude).

Programme et surfaces

Le programme reste pratiquement sans changement, hormis le réaménagement du sous-sol et des combles. Cette rénovation ne modifiera ni la distribution, ni les surfaces des arcades et des logements.

<u>Sous-sol</u>	<i>m²</i>	<i>m²</i>
Cave café	62,50	
Dépôt commerce	50,95	
Locaux boucheries	14,40	
Local poussettes	10,65	
Local poubelles	6,60	
Local SIG	6,60	
Escalier et dégagement	<u>32,30</u>	
	184,00	184,00

<u>Rez-de-chaussée</u>		
Café de la Sarine	41,00	
Boucherie	19,00	
Librairie Ellipse	70,00	
Entrée et escalier	<u>14,60</u>	
	144,60	144,60
<u>Etages 1 à 4</u>		
Par niveau		
Appartement 2 pièces	37,30	
Appartement 3 pièces	62,80	
Appartement 4 pièces	75,25	
Escalier et palier	<u>14,60</u>	
	189,95	x 3 569,85
<u>Combles</u>		
Salle de réunion	48,30	
Grenier	79,50	
Buanderie	9,98	
Chaufferie	19,35	
Escalier et palier	<u>32,70</u>	
	189,83	<u>189,83</u>
Surface nette totale		<u>1 088,28</u>

Estimation des coûts selon code CFE

<i>Position</i>			
<i>CFE</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Prix HT</i>	<i>Montants HT</i>
B	<u>Travaux préparatoires</u>		129 000
B1	Démolitions, démontages	86 000	
B3	Adaptation définitive de conduites	43 000	
C	<u>Installation de chantier</u>		53 000
C0	Installations générales de chantier	19 000	
C1	Echafaudages	34 000	
D	<u>Fondations (bâtiment)</u>		88 000
D2	Fondations, dalles de fond	55 000	
D3	Canalisations intérieures	33 000	
E	<u>Gros œuvre (bâtiment)</u>		408 000
E1	Toitures	91 000	
E4	Parois extérieures des sous-sols, parois extérieures des rez-de-chaussée et des étages supérieurs	160 000	
E5	Fenêtres, portes extérieures	157 000	

SÉANCE DU 4 NOVEMBRE 2008 (après-midi)
 Proposition: rénovation d'un immeuble à la rue Rousseau

2175

I	<u>Installations techniques</u>		497 000
I0	Courant fort	112 000	
I2	Chauffage	118 000	
I3	Ventilation	39 000	
I4	Sanitaire	189 000	
I5	Installations spéciales	39 000	
M	<u>Aménagements intérieurs (bâtiment)</u>		571 000
M0	Travaux complémentaires généraux	23 000	
M1	Cloisons, portes intérieures	212 000	
M2	Eléments de protection	17 000	
M3	Revêtements de sols	107 000	
M4	Revêtements de parois	55 000	
M5	Plafonds	91 000	
M6	Equipements fixes	19 000	
M7	Cuisines domestiques	37 000	
M8	Prestations complémentaires	10 000	
Q	<u>Equipements d'exploitation</u>		35 000
Q0	Appareils	25 000	
Q1	Equipements fixes	10 000	
T	<u>Aménagements extérieurs</u>		25 000
T2	Ouvrages extérieurs	25 000	
B-T	Sous-total 1 (avant honoraires et frais secondaires)		1 806 000
V	<u>Frais secondaires (de la construction)</u>		60 000
V0	Frais secondaires	35 000	
V2	Autorisations et taxes	25 000	
W	<u>Honoraires</u>		273 885
W1	Honoraires travaux préparatoires	18 600	
W2	Honoraires ouvrages	255 285	
B-W	Sous-total 2 (avant comptes d'attente)		2 139 885
X	<u>Comptes d'attente et marge d'évolution du projet</u>		149 792
X2	Imprévus(7% de B à M + W)	149 792	
B-X	Coût total de la construction (HT)		2 289 677
Z	<u>Taxe à la valeur ajoutée (TVA)</u> Appliquée sur les positions B à Y		174 015
B-Z	Coût total de la construction (TTC)		2 463 692
ZZ	<u>Frais administratifs et financiers</u>		230 678
ZZ0	Information, concertation	15 000	
	0,5% de B-W, min. 15 000 et max. 50 000		
ZZ1	Honoraires de promotion 5% de ((B-Z) + ZZ0)	123 935	

ZZ2	Intérêts intercalaires [Taux DSF (3,25% + 0,5%) x ((B-Z) + ZZ0 + ZZ1) / 2 x durée en mois/12] $\frac{3,75 \times 2\,602\,627 \times 16}{100 \times 2 \times 12} = 65'066$	65 066
ZZ3	Fonds d'art contemporain 1% de ((B-Z) + ZZ0 + ZZ1 + ZZ2)	26 677
B-ZZ	Coût général de l'opération	2 694 370
A déduire:		
-	Crédit d'étude complémentaire PR-495 voté le 20.03.2007	52 000
Total du crédit demandé		<u>2 642 370</u>

Validité des coûts

Les prix indiqués dans le chapitre «Estimation des coûts» sont ceux du mois de mai 2008 et ne comprennent aucune variation.

Valeurs statistiques (m²-m³-occupants, selon norme SIA 416)

La surface brute de plancher est de 1244 m², calculée selon la formule suivante: CFE (B à S + W) / SP (surface de plancher brute). Le coût global par m² est de 1777,40 francs TTC.

Le volume restauré est de 4770 m³, calculé selon la formule suivante: CFE (B à S + W) / volume. Le prix de cette transformation est de 463,55 francs TTC le m³.

Autorisation de construire ou de démolir

Ce projet de rénovation fait l'objet d'une requête en autorisation de construire N° DD 102288-7 déposée le 19.09.2008.

Fixation des loyers après travaux

Le bâtiment sis rue Rousseau 14 n'ayant jamais subi d'importants travaux d'entretien depuis sa construction, le budget prévisionnel d'exploitation considère que la plus grande partie du coût de la remise en état ne sera pas répercutée sur les loyers.

Dans ce dernier, il est donc prévu que les travaux seront rentabilisés à 60% sur un amortissement de trente ans.

Le calcul des hausses de loyer tient compte de l'application de la loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation (LDTR) pour aboutir à 3300 francs la pièce par année.

Le plan financier fait partie intégrante de l'autorisation de construire N° DD 102288-7.

Délais

Le délai référendaire écoulé, les travaux pourront démarrer six mois après le vote du Conseil municipal et dureront seize à dix-huit mois, sous réserve de l'obtention de l'autorisation de construire qui est actuellement en examen auprès du Département des constructions et des technologies de l'information. La mise en exploitation prévisionnelle est automne 2011.

Référence au troisième plan financier d'investissement

Cet objet est prévu sous le numéro 012.036.07 du troisième plan financier d'investissement 2008-2019 pour un montant de 2 500 000 francs.

Budget prévisionnel d'exploitation et charge financière

La charge financière annuelle sur 2 642 370 francs, comprenant les intérêts au taux de 3,25% et l'amortissement au moyen de 30 annuités, s'élève à 139 200 francs.

Gestion financière, maîtrise de l'ouvrage et maîtrise de l'œuvre

Le service gestionnaire du crédit de construction est le Service des bâtiments. Le service bénéficiaire est la Gérance immobilière municipale.

Au bénéfice de ce qui précède, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté suivant:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 2 642 370 francs destiné à la rénovation de l'immeuble situé au 14, rue Jean-Jacques-Rousseau, parcelle N° 5736, feuille N°43, commune de Genève, section Cité.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 642 370 francs.

Art. 3. – Un montant de 26 677 francs sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève institué par la délibération du Conseil municipal du 14 novembre 2001.

Art. 4. – La dépense prévue à l'article premier, à laquelle il convient d'ajouter le montant de 52 000 francs du crédit d'étude voté le 20 mars 2007, sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève dans le patrimoine financier.

La parole n'étant pas demandée en préconsultation, la prise en considération de la proposition et son renvoi à la commission des travaux sont mis aux voix; ils sont acceptés à l'unanimité.

7. Proposition du Conseil administratif du 24 septembre 2008 en vue de la renonciation à la donation Varenne initiale et de l'affectation de la donation de 30 000 000 de francs à un fonds spécial (PR-654).

Exposé des motifs

En date du 20 juin 1978, M. et M^{me} Roger et Françoise Varenne ont fait, par-devant notaire, une donation entre vifs à la Ville de Genève.

Cette donation comprenait de nombreuses œuvres d'art, notamment 58 tableaux impressionnistes et contemporains, 13 sculptures et 32 meubles. Elle était assortie de conditions, notamment que la collection devait être présentée de façon permanente et exposée comme un ensemble cohérent selon une disposition logique.

Proposition: donation Varenne

Conformément à l'acte de la donation, la Ville de Genève n'a reçu que la nue-propiété des actifs de la donation, à l'exception du tableau *Danse autour de l'arbre de mai*, de Pierre Bruegel le Jeune.

M. Roger Varenne est décédé en mars 1985. A partir de décembre 2001, les hoirs Varenne ont exprimé leur volonté de révoquer la donation prétendument au motif que la Ville de Genève n'aurait pas respecté les clauses de l'acte de donation. Il s'en est suivi nombre de procédures sur plusieurs années entre la Ville de Genève et les hoirs.

A ce jour, la Ville de Genève a toujours obtenu gain de cause auprès des différents tribunaux saisis. A la suite, nous avons deux options possibles: soit demander l'exécution de l'arrêt du Tribunal fédéral, soit entamer des négociations avec l'hoirie. La Ville de Genève a opté la deuxième solution, préférant miser sur un accord intelligent et équilibré que de subir le harcèlement juridique des avocats des héritiers. Il est utile de préciser que la valeur fiscale de la donation est estimée à pas moins de 18 000 000 de francs.

Après plusieurs séances de travail et de négociations, un accord a été signé entre le Conseil administratif de la Ville de Genève et l'hoirie Varenne. A teneur de cet accord, La Ville de Genève renonce à la donation initiale. Pour leur part, les hoirs versent 30 000 000 de francs à la Ville de Genève et celle-ci est autorisée à conserver les cinq tableaux jugés les plus importants de la collection et les mieux à même d'enrichir nos collections actuelles. Ce choix a été opéré par les conservateurs du département des beaux-arts du Musée d'art et d'histoire, en accord avec la direction. Il s'agit des tableaux suivants:

1. Pierre Bruegel le Jeune, *Danse autour de l'arbre de mai*.
2. Picasso, *Le Peintre et son modèle*.
3. Vlaminck, *La Maison de Chatou*.
4. Vuillard, *Conversation dans le jardin*.
5. Braque, *Vase d'anémones*.

Les hoirs Varenne ont expressément demandé que cette donation de 30 000 000 de francs soit en priorité affectée aux projets suivants:

- la rénovation de la Console (études et travaux);
- la construction de BOT V (études et travaux);
- le solde restant sera dévolu aux travaux prévus pour la rénovation de la façade du Muséum d'histoire naturelle.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil administratif propose au Conseil municipal, conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre k), de la loi sur l'administration des communes qui lui confère la fonction délibérative pour ce type de vote, l'arrêté suivant. (*voir ci-après le texte de l'arrêté adopté sans modification.*)

La parole n'étant pas demandée en préconsultation, la prise en considération de la proposition est acceptée à l'unanimité.

Mise aux voix, la discussion immédiate est acceptée à l'unanimité.

La parole n'étant pas demandée en premier ni en deuxième débat, l'arrêté est mis aux voix article par article et dans son ensemble; il est accepté à l'unanimité.

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre k), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Le Conseil municipal accepte de renoncer à la donation Varenne datant du 20 juin 1978, selon les conditions fixées à teneur du protocole d'accord du 29 février 2008.

Art. 2. – Le Conseil municipal charge le Conseil administratif de finaliser le transfert des 30 000 000 de francs.

Art. 3. – La donation de 30 000 000 de francs sera affectée à un fonds spécial et utilisée prioritairement pour les travaux de BOT V, la rénovation de la Console et en dernier lieu pour des travaux de rénovation au Muséum d'histoire naturelle.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

8.a) Rapport de la commission du règlement chargée d'examiner le rapport du Conseil administratif du 7 mai 2008 sur la validité et la prise en considération de l'initiative populaire municipale «Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS-AI» (IN-1 A)¹.**Rapport de M^{me} Danièle Magnin.**

La commission du règlement, sous la présidence de M. Thierry Piguet, a étudié la validité de cette initiative lors des séances des 20 juin, 29 août, 5, 19 et 26 septembre 2008.

La rapporteuse remercie M. Stéphane Giroud pour l'indispensable contribution de ses notes de séances et son appréciable effort pour rendre ses dernières notes de séances très rapidement.

Rappel de l'initiative (*voir aussi annexe*)*«Article premier Aide communale aux bénéficiaires de rentes AVS-AI*

»En raison du coût élevé de la vie à Genève et de la modicité du revenu minimum cantonal d'aide sociale applicable aux rentes minimales AVS-AI, les personnes domiciliées sur le territoire de la Ville de Genève, dont le revenu permet de bénéficier des prestations relevant de la loi J 7 15 du 25 octobre 1968 sur les prestations cantonales complémentaires à l'assurance vieillesse et survivants et à l'assurance invalidité, reçoivent des prestations d'aide sociale de la Ville de Genève accordées sous forme d'une aide financière.

»Cette aide financière n'est pas allouée aux personnes placées en institution. Elle peut toutefois être accordée à des personnes dont le revenu dépasse jusqu'à 500 francs par mois le montant du revenu déterminant fixé par la loi J 7 15 pour bénéficier des prestations complémentaires cantonales AVS-AI.

»Art. 2 Montant de l'aide communale

»Les montants des prestations de l'aide accordée s'élèvent par mois à 185 francs pour les personnes seules et 265 francs pour les couples vivant ensemble. Ce dernier montant est majoré au cas où le groupe familial dépasse deux personnes. Les montants accordés sont régulièrement indexés à l'indice genevois des prix à la consommation à compter de la dernière date où ils ont été fixés.

¹ «Mémorial 165^e année»: Rapport du Conseil administratif, 5606.

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI»Art. 3 *Financement par le budget annuel*

»Le montant des prestations découlant de l'article 2 est prélevé sur la rubrique spécifique figurant à cet effet au budget annuel de la Ville de Genève, conformément à la rubrique figurant au budget 2007 qui doit être maintenue pour les exercices futurs.

»Art. 4 *Date d'application du règlement*

»Les prestations découlant de l'article 2 prennent effet à partir du 1^{er} janvier 2008 afin d'assurer la continuité des prestations accordées en 2007.

»Art. 5 *Modification du règlement*

»Toute modification du présent règlement doit faire l'objet d'une délibération au sens de l'article 59 de la Constitution.»

Rappel: La teneur de l'article 59 de la Constitution genevoise est la suivante:

«Art. 59

1. Les délibérations des conseils municipaux sont soumises à la sanction des électeurs de la commune lorsque le référendum est demandé par:
 - a) 30% des électeurs dans les communes de 500 électeurs au plus;
 - b) 20% des électeurs dans les communes de 501 à 5000 électeurs, mais au moins par 150 électeurs;
 - c) 10% des électeurs dans les communes de 5001 à 30 000 électeurs, mais au moins par 1000 électeurs;
 - d) 3000 électeurs dans les communes de plus de 30 000 électeurs, à l'exception de la Ville de Genève;
 - e) 4000 électeurs dans la Ville de Genève.
2. Le référendum doit être demandé dans un délai de:
 - a) 21 jours après l'affichage de la délibération dans les communes de 1000 électeurs ou moins;
 - b) 30 jours après l'affichage dans les autres communes, à l'exception de la Ville de Genève;
 - c) 40 jours après l'affichage pour la Ville de Genève.»

Préambule

A la fin de 2006, la législation fédérale relative à la RPT (nouvelle répartition des tâches) a été modifiée. La conséquence principale de cette modification est

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

l'obligation de tenir compte, dans le calcul des prestations complémentaires, des revenus réguliers des personnes les sollicitant.

Selon les législations fédérale et cantonale en vigueur, ces prestations sont versées en complément des rentes AVS-AI par la Confédération et par les cantons. Depuis 1986, la Ville de Genève, abandonnant l'ancienne pratique de prestations en nature, a instauré des prestations en espèces versées aux bénéficiaires des prestations complémentaires fédérales et cantonales, soit aux rentiers AVS-AI.

Des négociations qui se sont déroulées, pendant environ deux ans, entre le Canton et la Ville de Genève est ressorti un projet qui n'a finalement pas abouti, le Conseil administratif et le Conseil municipal étant revenus sur ce projet de décision. C'est avec la précision que le Conseil d'Etat n'avait pas projeté un transfert de charges du Canton à la Ville de Genève. L'initiative de l'AVIVO et d'A gauche toute! a donné un nouveau tournant à ce dossier.

La question principale que pose le texte de l'initiative est avant tout celle de la légalité.

Ensuite se pose la question de l'égalité de traitement, en regard du revenu déterminant unifié (RDU), les retraités et rentiers AI n'étant pas, à Genève, les seules personnes dans le besoin.

Quatre avis de droit divergents, émanant de M^{me} Christiane Brunner, de MM. Claude Rouiller, Jacques-André Schneider et Christian Grobet, peuvent être consultés sur l'intraCM.

Séance du 20 juin 2008

Il est préalablement attiré l'attention des commissaires sur le fait que le Conseil municipal doit voter sur la recevabilité de l'initiative au plus tard lors de la séance plénière du 6 novembre 2008. A défaut, l'initiative sera considérée comme acceptée.

Une commissaire des Verts soulève le point de la conformité avec le droit supérieur. Elle suggère l'audition d'un constitutionnaliste reconnu. Une commissaire d'A gauche toute! relève que le problème n'est pas que juridique mais aussi politique. Plusieurs commissaires s'inquiètent de la compétence de la commission du règlement pour décider de la recevabilité de cette initiative.

Sur quoi le président met au vote l'incompétence de la commission.

L'incompétence de la commission est refusée par 10 non (3 Ve, 2 AGT, 1 R, 1 L, 1 DC, 2 UDC) contre 1 oui (S) et 1 abstention (S).

La commission est compétente.

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

Le président met au vote l'apport des quatre avis de droit; il est accepté à l'unanimité.

L'audition de M. Manuel Tornare et de sa juriste est mise aux voix; elle est acceptée par 10 oui (3 Ve, 2 S, 2 AGT, 2 UDC, 1 R) et 2 abstentions (1 L, 1 DC).

L'audition du professeur Hotellier avec l'envoi des quatre avis de droit est acceptée à l'unanimité.

Séance du 29 août 2008*Audition de M. Manuel Tornare, maire, et de M. Sami Kanaan*

Le magistrat, après avoir souligné que la commission doit se pencher sur les aspects juridiques de l'initiative, rappelle l'historique des prestations complémentaires communales. Il déclare faire le mort et attendre le résultat de l'initiative, voire la décision qui sera rendue par le Tribunal fédéral.

A Genève, 10 500 personnes pourraient recevoir les prestations de la Ville de Genève alors que seules 4321 en font la demande au Service social. M. Tornare observe que, si toutes les personnes qui pourraient y avoir droit les demandaient, un budget de 22 millions de francs devrait être prévu. Selon ces chiffres, la Ville de Genève pourrait faire à l'Etat un cadeau de 10 à 22 millions.

La possibilité d'autres prestations sociales est envisagée, telles que la fourniture de repas (500 personnes), est évoquée.

Tant M. Tornare que M. Kanaan évoquent le fait que l'Etat a déjà averti que, si la Ville de Genève maintenait ses prestations, il les déduirait des prestations cantonales, mais pas tout de suite.

La définition de notion d'assurance sociale ou d'assistance (cf. avis de droit de M. Jacques-André Schneider) est rappelée par M. Kanaan qui se réfère aussi à l'avis de droit de M. Rouiller pour évoquer le cas zurichois, exceptionnel, qui prévoit expressément dans sa législation cantonale le droit des communes à verser des prestations complémentaires. Le problème des effets de seuil est aussi évoqué.

M. Tornare indique qu'il prévoit une nouvelle Cité-Seniors.

Séance du 5 septembre 2008*Audition de M. François Longchamp, conseiller d'Etat*

Le magistrat décrit la situation, rappelant la chronologie des événements découlant de la nouvelle loi fédérale sur la RTP, précisant que les négociations

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

entre la Ville de Genève et l'Etat se sont bien déroulées pendant sept cents jours, puis que le Conseil administratif et le Conseil municipal sont revenus sur leur position. A quoi s'est ajoutée l'initiative de l'AVIVO et d'A gauche toute! Il mentionne les avis de droit de M. Rouiller, demandé par le Conseil d'Etat, et de M^{me} Brunner, commandé par le Conseil administratif, dont les conclusions sont à peu près identiques. Selon lui, la situation juridique est très claire, tandis que la situation politique est un peu particulière. Il parle de la dette de l'Etat de Genève et dit qu'un transfert de charges serait bon à prendre pour le Canton.

Il souligne aussi que le Canton n'a pas des possibilités infinies de verser des prestations pour tout le monde, dans la mesure également où les prestations complémentaires sont de par une loi fédérale productrice d'un très gros effet de seuil puisque, pour 1 franc de prestation complémentaire cantonale, il est possible de toucher des prestations en nature qui peuvent se monter jusqu'à plus de 1000 francs par personne. Il fait aussi référence au RDU et évoque le fait que l'Etat n'a pas les ressources humaines pour évaluer les gens qui vont souffrir de l'effet de seuil. Un système informatique est en projet. Il rappelle que, à Genève, il y a des dizaines de milliers de personnes qui vivent dans des situations des plus délicates.

Séance du 19 septembre 2008

Le président annonce avoir une demande d'audition de l'AVIVO et met aux voix l'audition. Elle est refusée par 9 non (3 Ve, 2 UDC, 1 R, 1 L, 2 DC) contre 2 oui (AGT) et 3 abstentions (S).

Audition du professeur Hotellier

M. Hotellier indique que le dossier est compliqué car il pose plusieurs types de questions constitutionnelles, et lui-même a cherché vainement des solutions pour les concilier. Il considère que l'initiative met en relief le rapport entre le Conseil administratif et le Conseil municipal, soulignant la délicate question de la séparation des pouvoirs et le fait que le Conseil municipal doit prendre une décision importante du point de vue à la fois institutionnel et social. Il aborde la qualification des prestations complémentaires communales du point de vue de leur validité en regard du droit cantonal et fédéral. Ensuite, il s'étend sur l'autonomie communale, très limitée à Genève, ainsi que sur les instruments démocratiques, évoquant la limitation du droit d'initiative (art. 30 et 36 de la loi sur l'administration des communes), ce qui limite doublement l'initiative. Il relève que M^{me} Brunner indique dans son avis de droit que la Ville de Genève n'a pas de compétences en matière de politique sociale, donc pas non plus pour octroyer des prestations périodiques en matière d'assistance sociale. Il évoque aussi le revenu déterminant pour obtenir le revenu minimum cantonal d'aide sociale.

2186

SÉANCE DU 4 NOVEMBRE 2008 (après-midi)

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

Selon le professeur Hotellier, une longue pratique (vingt-deux ans) ne justifie pas de violer la loi. Sa conclusion est que cette initiative n'est pas valable.

Séance du 26 septembre 2008

La commission revient sur la demande d'audition de l'AVIVO.

Le président annonce avoir une demande d'audition de l'AVIVO et met aux voix l'audition. Cette dernière est refusée par 9 non (2 UDC, 2 L, 1 R, 2 DC, 2 Ve) contre 2 oui (AGT) et 4 abstentions (1 Ve, 3 S).

Les commissaires débattent de la recevabilité de l'initiative.

Le président met au vote la recevabilité de l'initiative; elle est acceptée par 8 oui (2 AGT, 3 Ve, 3 S) contre 7 non (2 UDC, 2 L, 1 R, 2 DC).

Annexe: texte de l'initiative

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

14

espaces

REAGISSEZ contre la suppression des prestations
de la Ville de Genève aux rentiers AVS-AI

De longue date, la Ville de Genève accorde des prestations aux personnes bénéficiaires de l'AVS et de l'AI et des allocations complémentaires cantonales. Ces prestations de frs. 185.- par mois pour les personnes seules et de frs. 265.- pour les couples constituent une aide importante pour ceux qui bénéficient des rentes minimales. Or, le Conseil d'Etat veut supprimer les prestations de la Ville de Genève par des arguments juridiques que nous contestons formellement sur la base d'un avis de droit. Le démantèlement des prestations

de la Ville de Genève, au détriment des retraités et des handicapés ayant les revenus les plus modestes, est indécent. Quand on connaît la modicité des prestations qui leurs sont versées, comment peut-on imaginer de supprimer cette aide complémentaire indispensable?

Le Conseil Municipal a été saisi d'un projet de règlement destiné à maintenir ces prestations communales émanant des conseillers municipaux de «A Gauche Toute». Malheureusement ce projet a peu de chances passer la

rampe au Conseil municipal, ce qui nous a amené à lancer une initiative populaire pour maintenir les prestations sociales de la Ville de Genève aux rentiers AVS et AI.

Nous sommes déterminés à défendre les acquis sociaux et pour que l'ensemble des revenus sociaux des personnes de condition modeste soient revalorisés. Nous vous invitons à signer notre initiative pour que le peuple puisse se prononcer et rétablir les prestations supprimées.

L'initiative est lancée par l'AVIVO et à GAUCHE TOUTE en espérant que d'autres organisations s'associeront à notre démarche.

**SIGNEZ NOTRE
INITIATIVE**

et renvoyez là à :

**AVIVO, CP155, 1211 Genève 8
avant le vendredi 4 janvier****Initiative municipale pour le maintien des
prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS-AI**

Les soussignés, électrices et électeurs dans la Ville de Genève, en application des articles 68A et 68B de la constitution de la République et canton de Genève, du 24 mai 1847, des articles 30, alinéa 2, et 36, alinéa 1, lettre f, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984, et des articles 86 à 94 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982, appuient la présente initiative municipale et demandent au Conseil Municipal de la Ville de Genève de prendre une délibération ayant pour objet d'adopter un règlement municipal ayant la teneur suivante :

**Règlement municipal
sur les prestations accordées
aux personnes âgées, veuves,
orphelins et invalides**

Vu les compétences des communes en matière d'attribution de prestations d'assistance et d'aide sociale,

Article premier Aide communale aux bénéficiaires des rentes AVS-AI

En raison du coût élevé de la vie à Genève et de la modicité du revenu minimum cantonal d'aide sociale applicable aux rentes minimales AVS-AI, les personnes domiciliées sur le territoire de la Ville de Genève, dont le revenu permet de bénéficier des prestations relevant de la loi J.7.15 du 25 octobre 1968 sur les prestations cantonales complémentaires à l'assurance vieillesse et survivants

et à l'assurance invalidité, reçoivent des prestations d'aide sociale de la Ville de Genève accordées sous forme d'une aide financière.

Cette aide financière n'est pas allouée aux personnes placées en institution. Elle peut toutefois, être accordée à des personnes dont le revenu dépasse jusqu'à frs. 500.- par mois le montant du revenu déterminant fixé par la loi J.7.15 pour bénéficier des prestations complémentaires cantonales AVS-AI.

Art. 2 Montant de l'aide communale

Les montants des prestations de l'aide accordée s'élèvent par mois à frs. 185.- pour les personnes seules et frs. 265.- pour les couples vivant ensemble. Ce dernier montant est majoré au cas où le groupe familial dépasse deux personnes. Les montants accordés sont régulièrement indexés à

l'indice genevois des prix à la consommation à compter de la dernière date où ils ont été fixés.

Art. 3 Financement par le budget annuel

Le montant des prestations découlant de l'article 2 est prélevé sur la rubrique spécifique figurant à cet effet au budget annuel de la Ville de Genève, conformément à la rubrique figurant au budget 2007 qui doit être maintenue pour les exercices futurs.

Art. 4 Date d'application du règlement

Les prestations découlant de l'article 2 prennent effet à partir du 1er janvier 2008 afin d'assurer la continuité des prestations accordées en 2007.

Art. 5 Modification du règlement

Toute modification du présent règlement doit faire l'objet d'une délibération au sens de l'article 59 de la constitution.

NOM (majuscules)	Prénom usuel	Année de naissance	Canton d'origine	Domicile (adresse complète)	Signature

Commune électorale: Ville de Genève. Peuvent signer l'Initiative, les citoyennes et citoyens domiciliés en Ville de Genève, y compris les ressortissants étrangers domiciliés à Genève et établis en Suisse depuis plus de huit ans.

Celui qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à Fr. 100.- Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi doivent être annulées; la signature doit être apposée personnellement par l'intéressé (Loi sur l'exercice des droits politiques du 15 octobre 1982, art. 87, al. 1, lettre b).

Le service des votations et élections certifie la validité de ___ signatures. Le contrôleur: _____

Genève, le
Chausse de retrait: le retrait total et sans réserve de l'initiative peut être décidé à la majorité des électeurs et électrices suivantes: Salka WENGER, 1 rue Adrien Lachenal, Maria CASARES, 2 rue Schaub, Christian ZAUGG, 18. av. Calas, Maria PEREZ, 5 bd St-Georges, René GLUCKSMANN, c/o C. Roch, 24 Village-Suisse, Jeannette ROULIN, 38 quai Ernest-Ansermet, Jean-Pierre AUBERT, 6, quai Ernest-Ansermet.

8.b) Rapport de la commission sociale et de la jeunesse chargée d'examiner:

- la pétition intitulée: «**Pour le maintien des prestations municipales versées aux rentiers AVS/AI relevant de l'OCPA**» (P-201 A)¹;
- la pétition intitulée: «**Contre la suppression des prestations sociales municipales complémentaires à l'AVS**» (P-202 A)².

Rapport de M. Grégoire Carasso.

Les deux pétitions ont été renvoyées par le Conseil municipal à la commission des pétitions le 7 novembre 2007 qui les a renvoyées à son tour à la commission sociale et de la jeunesse le 19 novembre 2007. Cette dernière s'est réunie les 31 janvier et 21 février 2008, sous la présidence de M. Simon Brandt. Le rapporteur remercie M^{me} Jacqueline Meyer pour la qualité de ses notes de séances.

Les pétitionnaires ayant demandé à être auditionnés séparément, la commission a successivement entendu:

- MM. Souhail Mouhanna, président de l'Avivo, et J. Perrenoud, membre de l'Avivo (P-201);
- MM. René Ecuyer et Jean Spielmann, membres du Parti du travail (P-202);
- M. Manuel Tornare, conseiller administratif, accompagné de M^{mes} Marie-Françoise Lücker-Babel, Isabelle Widmer et de MM. Sami Kanaan et Pierre Hausheer.

La pétition P-202 demande au Conseil municipal de réinscrire au budget 2008 le montant nécessaire au paiement des prestations municipales complémentaires versés aux rentiers AVS/AI de l'Office cantonal des personnes âgées (OCPA). La pétition P-201 s'adresse, elle, aux autorités municipales et cantonales en demandant non seulement le maintien durable de ces prestations municipales, mais aussi l'augmentation des revenus sociaux de toutes les personnes de condition modeste.

Texte des pétitions

(Voir annexes.)

¹«Mémorial 165^e année»: Commission, 2478.

²«Mémorial 165^e année»: Commission, 2478.

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI**Contexte**

Les deux pétitions ont été lancées durant l'automne 2007, suite à l'annonce de la suppression des prestations municipales complémentaires versées aux rentiers AVS/AI relevant de l'OCPA. Les pétitionnaires soulignent que la pression du conseiller d'Etat M. François Longchamp sur la Ville de Genève pour que celle-ci supprime ces prestations est à leurs yeux indéfendable.

Pour sa part, l'Avivo a également lancé une initiative populaire formulée – qui a abouti en février 2008 – visant le même objectif de pérennisation de ces prestations. Finalement, lors du vote de son budget 2008, la Ville de Genève a décidé, indépendamment de la position du Canton, de maintenir la somme permettant de financer ces prestations municipales complémentaires.

Enfin, le Conseil municipal a voté, en même temps que le budget 2008, la motion M-682 qui demande de prévoir un montant de 5 millions de francs affecté à des aides ponctuelles en faveur non seulement des rentiers de l'OCPA, mais aussi des personnes souffrant d'un effet de seuil sur les barèmes OCPA ou des personnes et familles en situation de précarité.

Légalité

Pour les pétitionnaires, la question de la légalité de ces prestations complémentaires versées par la Ville de Genève ne fait aucun doute. Ce point de vue est fondé, disent-ils, tant sur des avis de droit que sur les pratiques d'autres municipalités en Suisse. Un commissaire demande dans quelle mesure la Confédération ne pourrait pas supprimer son important soutien financier au Canton de Genève dans ce domaine si elle constatait que celui-ci se sert du soutien financier fédéral pour augmenter le montant total des prestations octroyées dans le cadre de l'OCPA. Les pétitionnaires répondent qu'ils sont convaincus qu'il ne s'agit pas là d'un scénario crédible.

M. Tornare annonce que le département de M. Longchamp a commandé un avis de droit qui est d'une teneur bien différente. Dès lors, si un long bras de fer juridique s'installe, la Ville – en subventionnant le Canton – et les bénéficiaires – en voyant leurs prestations diminuer d'autant – seront les grands perdants. Quant aux exemples issus d'autres villes suisses, il rappelle que leurs compétences en matière d'affaires sociales sont bien plus étendues que celles des communes du Canton de Genève.

A ce jour, le rapporteur connaît l'existence des avis de droit suivants:

- Marie-Françoise Lückler-Babel, direction du département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports, «Note à l'attention du Conseil municipal. Validité de la décision de supprimer les prestations sociales municipales», 11 octobre 2007;

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

- Christian Grobet, «Avis de droit sur les prestations cantonales et communales aux rentiers AVS/AI», 5 novembre 2007;
- Jacques-André Schneider, «Avis de droit à propos des prestations complémentaires AVS/AI versées par la Ville de Genève», 30 novembre 2007;
- Christiane Brunner, «Prestations financières de l'aide sociale de la Ville de Genève». Avis de droit demandé par la Ville de Genève, version définitive prochainement disponible;
- Claude Rouiller, avis de droit sollicité par l'Etat de Genève.

Perspectives

Les pétitionnaires se félicitent que la Ville de Genève ait décidé de maintenir le financement de ces prestations dans son budget 2008. Ils y voient là une victoire qui n'est pas sans lien avec leurs deux pétitions respectives. Ils soulignent, par ailleurs, que ces prestations sont absolument indispensables pour les bénéficiaires afin de vivre, dans une ville aussi chère que Genève, dans des conditions dignes. En aucun cas, ils ne souhaitent que cet objectif permette au Canton de réaliser des économies sur le dos de la Ville et des bénéficiaires de ces prestations.

Une commissaire demande comment, concrètement, le Canton pourrait connaître nommément les bénéficiaires des prestations municipales. Car, sans cette information, rappelle-t-elle, le Canton ne pourrait pas mettre ses menaces à exécution, à savoir diminuer la part de prestations cantonales du montant octroyé en complément par la Ville. M. Spielmann indique que le seul moyen serait que la Ville transmette elle-même au Canton la liste des personnes concernées (soit environ la moitié seulement des ayants droit); si elle le faisait – ou si elle l'a fait – il y aurait violation du droit de la personne. Selon M. Tornare, le Canton peut obtenir cette liste sans le concours de la Ville. Toujours est-il que, du point de vue des pétitionnaires de la pétition P-202, depuis le vote du budget 2008 de la Ville de Genève, leur texte est à présent sans objet et la pétition peut être à leur avis classée.

Du point de vue des pétitionnaires de la pétition P-201, il en va autrement dès lors que le périmètre de leur pétition est plus large. En effet, M. Mouhanna explique qu'il est inacceptable d'invoquer, pour justifier la suppression de ces prestations municipales, tantôt un effet de seuil, tantôt le sort d'autres populations plus précarisées encore. Dès lors, pour que le nivellement ne s'effectue pas par le bas mais par le haut, les pétitionnaires de l'Avivo demandent également la mise en place d'une politique de progrès social permettant de garantir des conditions de vie décentes et dignes à tous les habitants. A la question d'une commissaire demandant si le vote de la motion M-682 prévoyant une enveloppe de 5 millions pour repenser l'aide ponctuelle à l'intention des publics les plus précarisés était

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

une réponse suffisante, M. Mouhanna relève qu'à sa connaissance cette somme n'est pas inscrite au budget. Pour ces raisons, il recommande donc à la commission de renvoyer la pétition de l'Avivo au Conseil administratif.

Pour M. Tornare, les perspectives ont toujours été claires: tout le monde, explique-t-il, est conscient que ces prestations seront supprimées et il explique n'avoir jamais eu d'illusions sur la question. Par contre, la responsabilité du Canton doit être bien reconnue. L'enjeu, à présent, consiste donc à mettre en place une politique compensatoire, d'entente avec le Canton, et qui soit aussi susceptible d'intégrer les grandes conclusions du rapport commandé par la Ville à l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP), à savoir maîtriser l'effet de seuil et cibler les nouvelles catégories de population les plus précarisées. Une commissaire s'étonne que le Canton soutienne la Ville dans une démarche qui consiste à faire de la politique sociale individuelle, qui plus est sur dossier. M. Tornare explique que le groupe de travail mis en place est chapeauté par le département de M. Longchamp qui dit être prêt à revoir les compétences de la Ville en ce qui concerne les missions individuelles. Un commissaire demande comment la Ville pense pouvoir assumer, avec le *personnal stop*, la charge de travail administratif supplémentaire qu'impliquent ces hypothétiques développements. M. Tornare répond qu'il envisage des contrats de prestations avec des associations spécialisées pour réaliser le travail.

Enfin, à la question d'une commissaire demandant si la publicité faite autour des prestations municipales complémentaires avait fait augmenter le nombre de bénéficiaires, M. Hausheer répond que l'évolution est toujours la même, à savoir une diminution du nombre total de bénéficiaires au fil des ans.

Discussion et vote

Certains commissaires appellent de leurs vœux une suspension des travaux, afin d'attendre que des éléments tangibles ressortent des discussions entre la Ville et le Canton. Pour les autres, il convient d'envoyer un signal politique fort et clair au Conseil administratif. Mise au vote, cette proposition de suspension des travaux est refusée par 8 non (3 S, 2 AGT, 2 DC, 1 UDC) contre 4 oui (2 L, 1 UDC, 1 Ve) et 1 abstention (Ve).

Pour les démocrates-chrétiens, le classement signifie que le problème a été réglé. Or, ici, l'objet reste d'actualité et les démocrates-chrétiens souhaitent voir la suite qui sera donnée au rapport de l'IDHEAP. Le groupe propose donc de renvoyer ces deux pétitions au Conseil administratif.

Pour les socialistes, si la pétition P-202 est à présent sans objet, il est essentiel de renvoyer la pétition P-201 au Conseil administratif pour rappeler non

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

seulement le soutien aux prestations municipales complémentaires au-delà de 2008, mais aussi la volonté de voir les travaux sur les conclusions du rapport de l'IDHEAP avancer dans le prolongement de la motion M-682.

A gauche toute! propose un renvoi des deux pétitions au Conseil administratif et rappelle que, avec l'initiative de l'Avivo, le Conseil municipal aura tout le loisir de se faire entendre.

Mis au vote, le renvoi de la pétition P-201 au Conseil administratif est accepté par 8 oui (3 S, 1 Ve, 2 AGT, 2 DC) contre 3 non (2 L, 1 R) et 2 abstentions (1 UDC, 1 Ve).

Mis au vote, le renvoi de la pétition P-202 au Conseil administratif est refusé par 8 non (2 S, 2 Ve, 1 UDC, 2 L, 1 R) contre 4 oui (2 DC, 2 AGT) et 1 abstention (S).

Annexes mentionnées

Octobre 2007

PÉTITION
AUX AUTORITÉS DU CANTON ET DE LA VILLE DE GENÈVE
Conseil d'Etat, Grand Conseil, Conseil Administratif, Conseil Municipal

Considérant que:

- le Conseil d'Etat a décidé d'inclure dans le calcul des prestations complémentaires cantonales et fédérales, celles versées par la ville de Genève aux rentiers AVS/AI, relevant de l'OCPA;
- cette décision se traduit par une baisse importante des revenus de plusieurs milliers de personnes de condition modeste: 185 francs par mois pour une personne seule et 265 francs pour un couple;
- le Conseil d'Etat se réfère à des directives fédérales qui l'obligeraient à prendre une telle décision;
- loin de défendre ces prestations, le Conseil d'Etat a, au contraire, justifié sa décision en invoquant la nécessité d'instaurer une prétendue «égalité de traitement», consistant à systématiquement niveler par le bas les revenus sociaux déjà fort modestes, au lieu de revaloriser les plus bas revenus;
- loin de défendre les prestations municipales, le Conseil Administratif les a purement et simplement biffées dans son projet de budget 2008, sans proposer d'autres dispositifs compensatoires en faveur des personnes concernées.

Les soussignés demandent:

- **au Conseil d'Etat** de prendre les mesures permettant le maintien des prestations municipales sans diminuer les autres prestations;
- **au Conseil d'Etat et au Grand Conseil** de faire en sorte que l'égalité de traitement se traduise par l'augmentation des revenus sociaux de toutes les personnes de condition modeste et non l'alignement de ces revenus sur les plus bas;
- **au Conseil Administratif et au Conseil Municipal** de maintenir les prestations municipales et de les inscrire au budget 2008;
- **aux autorités cantonales et municipales** d'appliquer une politique de progrès social garantissant des conditions de vie décentes et dignes à tous les habitants de Genève.

NOM	Prénom	Adresse	Signature

Cette pétition qui peut être signée par toutes et tous doit parvenir à:
AVIVO • 25 rue du Vieux-Billard, 1205 GENÈVE
au plus tard le 16 octobre 2007

K 2.11.07

signez la pétition contre la suppression des prestations sociales municipales

Au moment où la ville de Genève annonce un bénéfice pour 2006 de plusieurs dizaines de millions de francs, le Conseil administratif veut supprimer les allocations mensuelles versées aux plus démunis.

Les soussignés considèrent inadmissible la diminution de revenu de frs 185.- pour une personne seule et de frs 265.- pour un couple. Cette atteinte aux conditions d'existence des gens les plus modestes, au bénéfice des prestations complémentaires à l'AVS, intervient à un moment où se généralisent les bas salaires, où les chambres fédérales décident une baisse des retraites professionnelles. Ils refusent qu'une municipalité à majorité de gauche participe à la paupérisation d'une partie toujours plus large de la population. Dans une ville comme Genève, considérée parmi les plus chères de Suisse, tant en ce qui concerne le niveau des loyers que des produits de première nécessité, cette prestation sociale est parfaitement justifiée.

Les soussignés demandent au Conseil municipal de réinscrire au budget 2008 le montant nécessaire au paiement des prestations sociales destinées aux bénéficiaires des prestations de l'OCPA

NOM	Prénom	Adresse	signature
-----	--------	---------	-----------

Tout le monde peut signer !

Liste à retourner au Parti du Travail, case postale 16, 1211 GENEVE 8 avant le 31 octobre 2007

8.c) Interpellation du 21 janvier 2008 de M. Simon Brandt: «Quelles conséquences sociales, budgétaires et fiscales suite au maintien des prestations OCPA?» (I-167)¹.

M. Manuel Tornare, maire. Monsieur le président, nous sommes contraints de lire la lettre que le Conseil d'Etat a envoyée au Conseil administratif en date du 15 octobre 2008, à moins que le président ne désire pas que je la lise...

Le président. Oui, allez-y, sinon le bureau le fera!

M. Manuel Tornare, maire. Alors je lis cette lettre, signée par le président du Conseil d'Etat Laurent Moutinot et le chancelier Robert Hensler, et dont nous avons envoyé une copie à Thierry Piguët, président du Conseil municipal:

«Concerne: Initiative populaire municipale «Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS-AI»

»Monsieur le maire,

»Madame et Messieurs les conseillers administratifs,

»Notre Conseil a été informé que le projet de délibération sur la validité de l'initiative populaire municipale «Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS-AI» est inscrit à l'ordre du jour de la séance du Conseil municipal de la Ville de Genève du 4 novembre 2008.

»A cet égard, nous souhaitons vous faire part des observations suivantes, en vous invitant à bien vouloir les transmettre à l'ensemble des membres du Conseil municipal.

»Il convient de rappeler que le Conseil municipal est tenu d'examiner tant la validité formelle que la validité matérielle d'une initiative. Or, si la validité formelle de l'initiative visée en marge ne semble pas poser de problème, la question de la validité matérielle est tout autre.

»L'article 36 de la loi sur l'administration des communes (LAC – B 6 05) limite en matière communale le droit d'initiative aux objets listés sous ses lettres a) à f). Les activités sociales, auxquelles la lettre f) se réfère, englobent les activités communales en rapport à un groupe d'individus comme les activités culturelles, sportives et qui peuvent faire l'objet d'une délibération au sens de l'art. 30 LAC, telle la construction de salles polyvalentes ou d'un établissement pour personnes âgées. L'objet de l'initiative ne rentre manifestement pas dans cette définition.

¹ «Mémorial 165^e année»: Annoncée, 3998.

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

»Une initiative municipale se doit de respecter le principe de la légalité et de la conformité au droit supérieur. L'initiative présentée ne remplit clairement pas cette condition.

»Aux termes de l'avis de droit particulièrement documenté du professeur Claude Rouiller, ancien président du Tribunal fédéral – dont vous avez reçu copie – il ressort que:

- »a) L'Etat cantonal genevois s'est conformé au droit fédéral en utilisant comme il l'a fait toute la compétence normative que l'art. 2, al. 1, LPC (loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et l'AI du 6 octobre 2006) donne aux cantons pour appliquer cette loi fédérale.
- »b) L'art. 2, al. 2, LPC donne aux cantons toute latitude pour s'organiser comme ils l'entendent pour allouer des prestations allant au-delà de celles prévues dans cette loi. Il leur est donc loisible, soit de ne pas utiliser la compétence que leur reconnaît cette norme, soit de l'utiliser exclusivement eux-mêmes, soit de la déléguer entièrement aux communes de façon implicite ou explicite, ou de l'exercer en concurrence avec celles-ci.

»En instituant ses propres prestations complémentaires, qui relèvent du domaine de l'assurance sociale, l'Etat cantonal genevois a utilisé toute la compétence normative que l'art. 2, al. 2, LPC lui reconnaît pour améliorer la situation économique et sociale du groupe social constitué par les bénéficiaires des prestations complémentaires AVS/AI. Ce faisant, il n'a pas violé l'autonomie communale; rien, ni dans le droit fédéral, ni dans le droit cantonal, ne lui interdisait de définir lui-même exhaustivement le revenu minimum d'aide sociale, et de déterminer définitivement les montants en espèces qu'il y a lieu de verser périodiquement aux membres de ce groupe pour qu'ils puissent mener – compte tenu de la situation économique et sociale dans le canton de Genève – une existence décente et satisfaisante au regard de la dignité humaine et des objectifs ultimes de l'AVS/AI.

»Les communes genevoises n'ont pas de compétence normative résiduelle pour instituer un régime de prestations supplémentaires en faveur du groupe social constitué par les personnes bénéficiaires des prestations complémentaires AVS/AI qui résident sur son territoire. (C'est nous qui soulignons.) (Conclusions de l'avis de droit, p. 40.)

»Dès lors, nous vous informons, par souci de transparence, que notre Conseil sera dans l'obligation, en application de l'article 67, *litt.* b), LAC, d'annuler en légalité toute délibération constatant la validité, même partielle, de l'initiative pour les motifs évoqués ci-dessus.»

Suivent les salutations. Cette lettre est donc signée, au nom du Conseil d'Etat, par le président Laurent Moutinot.

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

M^{me} Danièle Magnin, rapporteuse (L). Je pense qu'il faut tout d'abord éclairer les conseillers municipaux sur l'origine du problème devant lequel nous nous trouvons aujourd'hui, et sur lequel nous devons nous pencher. A la fin de l'année 2006, la législation fédérale sur la répartition des tâches a été modifiée.

Nous nous sommes trouvés confrontés au fait que le calcul des prestations fournies aux personnes bénéficiant de rentes AVS/AI sur le plan communal entraine dans le calcul des ressources destiné, lui, à déterminer l'existence du droit à des prestations complémentaires au plan fédéral, puis au plan cantonal.

Cela revient à dire que, aujourd'hui, avec les nouvelles lois en vigueur, le Canton est obligé de tenir compte de la prestation de la Ville comme d'une ressource et non pas, comme précédemment, comme d'un cadeau que les communes faisaient après la détermination du droit, puis du montant au droit à la rente de prestations complémentaires dont bénéficient les personnes qui ont éventuellement des revenus insuffisants et qui bénéficient d'une rente AVS ou d'une rente AI.

Cela a été expliqué de façon détaillée dans le rapport que j'ai rendu. En revanche, je n'ai pas, à l'issue de ce rapport, donné la position des partis, avec leurs motifs, parce que le temps qui m'a été imparti était de trois jours et que je subissais certaines pressions.

Je vous dis donc aujourd'hui que l'Union démocratique du centre n'avait pas admis la validité de l'initiative d'A gauche toute! et de l'Avivo, parce qu'elle estimait qu'il n'y avait pas de légitimité. Le groupe libéral estimait, lui, que l'initiative violait le principe de la légalité. Pour les radicaux, la réponse à la question posée devait être objective sur la légalité ou l'illégalité et, comme le groupe libéral a voté non sur la validité, on peut en déduire que les radicaux ont estimé l'initiative illégale.

Le Parti démocrate-chrétien a déclaré l'initiative invalide, les Verts souhaitent lui laisser vie. Bien entendu, A gauche toute! a soutenu son initiative et les socialistes ont suivi, parce qu'ils estimaient qu'il s'agissait non pas d'un problème juridique, mais d'un problème de morale, d'éthique et de politique.

Aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, vous devrez vous prononcer sur la validité de cette initiative et je donnerai ma position lorsque je parlerai pour représenter les libéraux.

Premier débat

M. Christian Zaugg (AGT). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, pour faire pendant à la lettre du Conseil d'Etat, je demande formellement que la lettre que l'Avivo nous a adressée soit lue maintenant.

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

Le président. Monsieur Zaugg, le bureau avait décidé de ne pas la lire, ce d'autant que les avis de droit sont publiés sur l'intraCM. On peut donc largement les consulter... Mais je vous passe volontiers la parole pour la seconde fois, Monsieur Zaugg.

M. Christian Zaugg. Oui, Monsieur le président, car il y a un déni de droit. L'Avivo, auteur de l'initiative, n'a pas été auditionnée par la commission du règlement et c'est la moindre des choses que sa lettre soit lue.

Le président. Bien, nous lisons la lettre de l'Avivo, ainsi nous serons le plus transparents possible. Monsieur le secrétaire Rémy Burri, je vous prie de lire cette lettre de deux pages à peu près... (*Protestations.*)

Lecture de la lettre:

Genève, le 31 octobre 2008

Concerne: Initiative populaire municipale de l'Avivo «Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS/AI»

Monsieur le président,
Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux,

Nous avons pris connaissance de la lettre du 15 octobre 2008, concernant l'initiative de l'Avivo, que le Conseil d'Etat a adressée au Conseil administratif de la Ville de Genève, avec copie à votre Conseil municipal. Cette lettre comporte des arguments, de dernière minute, ne respectant pas la primauté du droit fédéral, ni le principe de la légalité.

Cela nous amène à déplorer que votre commission du règlement n'ait pas voulu nous recevoir et n'ait pas respecté le droit du comité d'initiative, qui est représenté par l'Avivo, d'être entendu. Nous voulions précisément répondre aux arguments avancés contre notre initiative, ce qui n'a malheureusement pas été possible.

Nous saisissons, toutefois, cette occasion pour contester la menace du Conseil d'Etat d'annuler l'initiative de l'Avivo, qui constitue une violation flagrante de l'autonomie communale, alors que celle-ci est déjà suffisamment restreinte. A ce sujet et contrairement à ce que prétend le Conseil d'Etat dans sa lettre précitée, le

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

droit d'initiative municipale n'est nullement limité à des objets relevant de l'article 30 de la loi sur l'administration des communes (LAC). De plus, les prestations d'aide sociale ne coûtent rien à l'Etat.

L'interprétation restrictive donnée par le Conseil d'Etat au texte de l'initiative de l'Avivo est fautive et porte gravement atteinte au droit d'initiative et au droit de vote des citoyennes et citoyens.

En effet, c'est l'article 36, et non l'article 30, de la LAC qui définit les objets susceptibles de figurer dans une initiative municipale. Du reste, l'article 36 LAC ne se réfère pas à la liste des objets soumis à délibération figurant à l'article 30 LAC, de sorte que les deux listes en cause sont indépendantes l'une par rapport à l'autre.

Quant aux objets visés dans l'article 36 LAC, certains d'entre eux ont une portée bien plus étendue que l'un ou l'autre des objets figurant à l'article 30 LAC, notamment par rapport aux «activités sociales, culturelles, sportives et récréatives, ainsi que leurs aménagements et installations», qui figurent sous lettre f) de l'article 36 LAC et dont le financement peut être intégré aux budgets des communes.

Ces objets ne se limitent en rien à des constructions, telles que «la construction de salles polyvalentes ou d'un établissement pour personnes âgées», comme le Conseil d'Etat le prétend faussement en limitant la portée du droit d'initiative municipale, en citant ces deux exemples dans sa lettre du 15 octobre 2008.

La validité de notre initiative ne saurait donc être annulée pour ce motif.

Quant à l'application de la loi fédérale sur les prestations complémentaires AVS/AI du 6 octobre 2007 (LPC), invoquée par le Conseil d'Etat, il faut relever que cette loi accorde uniquement ces prestations, qui s'appliquent à une catégorie de rentiers AVS et AI et sont financées à la fois par la Confédération et les cantons.

La LPC n'exclut nullement des prestations complémentaires provenant d'autres sources, dont les institutions publiques ou privées, parmi lesquelles figurent les communes.

En effet, l'aide sociale et les prestations d'assistance, provenant des communes ainsi que d'institutions diverses, n'ont rien à voir avec les prestations complémentaires AVS/AI. Elles peuvent être accordées à certaines catégories de rentiers AVS/AI sans diminuer le montant des prestations complémentaires AVS/AI.

En effet, l'article 11, alinéa 3, LPC stipule, aux lettres b) et c), que «les prestations d'aide sociale» ainsi que «les prestations provenant de personnes et d'institutions publiques ou privées ayant un caractère d'assistance manifeste» ne sont

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

pas prises en compte dans le calcul des revenus déterminants, qui donnent droit aux prestations complémentaires de la LPC.

On ne saurait être plus clair. Par ailleurs, cette règle s'applique de la même manière aux allocations complémentaires cantonales découlant de la loi sur les prestations cantonales complémentaires à l'AVS/AI, comme cela ressort expressément de l'article 5 de cette loi.

Notre argumentation est fondée sur l'avis de droit ci-annexé, complétant celui du 5 novembre 2007, qui vous est déjà parvenu. Les qualités de son auteur, M. Christian Grobet, sont reconnues en matière de droit constitutionnel.

Au moment où certaines personnes mettent en cause l'utilisation des subventions de l'Etat accordées à l'Avivo, cela nous amène à préciser, par volonté de transparence, que ces deux avis de droit et celui de M. Nils de Dardel ont été rendus gracieusement.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour l'Avivo:

Souhail Mouhanna, président

M. Vincent Maitre (DC). Pour commencer, je trouve que la lecture de cette lettre n'avait pas lieu d'être faite ici, puisque la lettre du Conseil d'Etat était adressée spécifiquement au Conseil administratif et au Conseil municipal et que nous ne voyons pas très bien – ou plutôt si, nous supputons fortement – comment cette lettre a pu atterrir entre les mains de l'Avivo. Elle ne lui était pas destinée et, par conséquent, elle n'avait aucun droit, aucun motif légitime d'y répondre.

Le président. Elle est lue, Monsieur le conseiller municipal...

M. Vincent Maitre. Elle est lue, mais vous auriez peut-être pu ou dû demander un vote de ce Conseil municipal auparavant.

Pour revenir à ce qui nous intéresse le plus, à savoir cette initiative, cinq avis de droit ont été demandés par la commission du règlement. En majorité, ils déclarent cette initiative irrecevable, et tous d'ailleurs, comme l'a expliqué la rapporteuse tout à l'heure, pour des raisons de défaut de bases légales. Cette initiative est par conséquent illégale.

Nous comprenons très bien que l'Avivo laboure sur ses terres, puisque les personnes âgées sont en quelque sorte son fonds de commerce. C'est tout à fait de

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

bonne guerre, lorsqu'on essaie de faire passer un tel projet, d'utiliser les moyens à sa disposition. Mais l'Avivo oublie de dire à la population que le résultat sera le même au final, que cette initiative soit déclarée valide ou invalide, puisque les 185 francs que la Ville dispense aux personnes âgées à titre de prestations complémentaires ne tomberont plus dans leurs poches, puisqu'on connaît le grand risque que le Canton les retranche de son budget.

Par conséquent, ce que l'Avivo et A gauche toute! sont en train de faire, c'est tout simplement de rassurer leur électorat par un coup d'épée dans l'eau, puisque ces 185 francs ne tomberont plus. C'est ce que nous nous sommes évertués à dire à A gauche toute! en commission, en soulignant que l'initiative municipale est un moyen absolument inapproprié et inadéquat. C'est un gâchis monumental et une perte de temps et d'argent, puisque nous savons déjà que les recours iront jusqu'au Tribunal fédéral et qu'ils sont loin d'être gratuits, comme tout un chacun le sait.

Nous leur avons recommandé à maintes reprises de retirer cette initiative municipale et d'en déposer une sur le plan cantonal pour que, cette fois-ci, l'effectivité aboutisse et qu'une loi cantonale puisse être modifiée et donner compétence à la commune de distribuer ces prestations. Ce serait plus efficace et beaucoup plus rapide.

Enfin, pour ceux qui auraient vraiment mauvaise mémoire, je veux tout de même rappeler que la dernière fois qu'une autorité a légiféré ou pris une décision sans bases légales formelles valides, c'était il y a quelques semaines sur la fumée dans les lieux publics. Nous en avons bien vu le résultat... (*Protestations.*) Ici, nous sommes exactement dans le même cas.

Si on déclare cette initiative valide, elle sera soumise au peuple et si, par impossible, elle était acceptée, nous nous retrouverions dans une situation absolument frustrante, puisqu'il y a de grands risques que le Tribunal fédéral casse cette décision, faute de bases légales valides et formelles.

M^{me} Maria Casares (AGT). Faire de la politique, ce n'est pas seulement siéger dans un parlement et regarder venir les choses, c'est également se battre pour défendre des droits. En fait, nous avons une base légale, la démocratie, et A gauche toute! a utilisé cette base légale stipulée dans la LAC. Nous avons lancé cette initiative pour défendre des droits de 5000 personnes en ville de Genève.

Je pense que, dans la conjoncture actuelle, notre position est d'autant plus forte que le problème est bien dans la répartition des ressources et leur redistribution. La redistribution doit se baser sur la situation économique et non sur le critère de l'âge. La redistribution des richesses doit garantir une vie décente aux retraités ainsi qu'aux travailleurs et aux travailleuses.

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

Les économies et les politiques basées sur le démantèlement social et la pénalisation des populations les plus défavorisées ne produisent que de la précarité, de la misère sociale, de la violence, autant chez les retraités que chez les personnes actives. Le groupe A gauche toute! est fermement engagé pour donner ces droits aux personnes, car le droit est plus juste et plus transparent et, surtout, c'est plus digne que d'octroyer la charité.

S'il existe une possibilité de résoudre une inégalité – un des arguments consistait à dire qu'il y avait une inégalité entre les communes – le Conseil d'Etat a toutes les ressources nécessaires pour étendre ces prestations municipales, ou en tout cas ces prestations, à toutes les communes du canton.

La pauvreté gagne du terrain, tout le monde le sait, mais tout le monde ne veut peut-être pas le reconnaître. La précarité touche de plus en plus de personnes et une plus grande partie de la population. A gauche toute! considère que ce phénomène n'est pas inéluctable, mais bien la conséquence d'un système dont la crise financière nous a montré ces derniers temps les limites. Ce système exclut des gens qui ont travaillé et cotisé toute leur vie et à qui on voudrait dire, maintenant qu'ils arrivent à la retraite: «Non, Messieurs-Dames, vous devez passer à la caisse!» Eh bien non, c'est trop facile et c'est surtout d'une inégalité très criante!

Nous voulons dire que ce n'est pas une fatalité, mais bien une politique de l'arrogance et de l'ingratitude envers celles et ceux qui sont les véritables créateurs de richesses. C'est bien les travailleurs et les travailleuses, et les retraités, qui ont passé toute leur vie à travailler, à cotiser, à produire, qui sont en fait les piliers de la production! S'il y a des riches, c'est bien parce qu'il y a des travailleurs, et on pourrait quand même leur rendre hommage en gardant ces prestations municipales.

Ces attaques contre les prestations municipales sont la conséquence d'une politique de droite qui vise à réduire les montants des pensions et à démanteler la sécurité vieillesse. Mais plutôt que de se laisser impressionner par ces attaques, par ce démantèlement, A gauche toute! défend et défendra fermement, de toutes ses forces, l'article 112 de la Constitution fédérale, qui prévoit de couvrir les besoins vitaux de manière appropriée, mais qui est aujourd'hui systématiquement bafoué.

Aujourd'hui, ces rentes AVS devraient constitutionnellement assurer le minimum vital, mais ce n'est pas le cas et c'est ce qui justifie que ces prestations municipales soient encore versées par la Ville de Genève. Je tenais à souligner – vous connaissez mon engagement pour le droit des femmes – que beaucoup de retraitées n'ont pas pu, pour des raisons d'inégalités salariales, cotiser au deuxième pilier et, pour ces raisons-là, et d'autant plus pour ces raisons-là, nous devrions maintenir ces prestations en acceptant la recevabilité de cette initiative.

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

L'argument souvent utilisé selon lequel les personnes âgées sont toutes des personnes riches est en réalité fallacieux, car il détourne la discussion de fond sur les véritables revenus des retraités. De tels arguments sont utilisés pour diviser les actifs et les retraités et faire croire que ces personnes sont à la charge des actifs, comme si elles n'avaient pas cotisé pendant des années.

Si le Canton veut résoudre ces problèmes, il n'a qu'à le faire et, je le répète, il a tous les moyens pour le faire! C'est aussi une question de volonté et de positionnement politiques. C'est pour cela qu'il est temps de lui rappeler aujourd'hui que la politique des économies sur le dos des plus faibles ne peut plus se justifier, notamment quand on a vu les autorités de notre pays voler au secours des «bangsters» en laissant la population payer les pots cassés de la spéculation financière.

C'est pour ces raisons, Mesdames et Messieurs, que je vous demande d'accepter la recevabilité de cette initiative.

M. Christian Lopez Quirland (S). Chères conseillères municipales et chers conseillers municipaux, il est vrai que la question qui nous occupe aujourd'hui est extrêmement complexe et épineuse, étant donné qu'elle concerne avant tout la subsidiarité entre la Confédération, le Canton et la Ville de Genève.

Cette question, nous avons essayé de la traiter sous tous les angles en commission sociale et de la jeunesse et en commission du règlement. Nous avons eu des avis de droit à profusion. Certains étaient favorables au maintien de ces prestations municipales et d'autres, au contraire, y étaient opposés. Je vous avoue personnellement que nous pourrions passer des heures à cette question – la suite de cette séance, celles de demain et après-demain... – à mon sens nous ne la résoudrons pas dans ce plénum.

C'est une question juridique sur laquelle nous pouvons nous battre pendant des mois. Puisque nous ne pouvons pas trouver une solution et que nous ne parvenons pas à un consensus entre nous, la question devient par conséquent politique. D'ailleurs, je souhaiterais rappeler que nous, les socialistes, nous avons toujours été à cheval sur le respect des règles et des normes.

Les règles et les lois que nous votons sont le ciment même de notre société, le ciment de la cohésion sociale. Pourtant, parfois, Mesdames et Messieurs, ces règles peuvent être contraires à nos valeurs, à nos croyances, à notre idéologie. Cela peut arriver. Mais, en tant que socialistes, nous les avons toujours respectées.

Quel est le problème aujourd'hui? Nous avons des avis de droit à profusion. Ils nous disent qu'il faut maintenir ou supprimer ces prestations municipales.

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

Comme l'a rappelé la préopinante, la question devient par conséquent à notre sens également politique. Nous sommes en train de parler de quoi, aujourd'hui? Nous sommes en train de parler d'ânés qui ne sont pas si riches que cela.

Je reprends le journal de ce dimanche et je cite M. Jean-Pierre Fragnière, professeur de l'Université de Genève et de la faculté des lettres de Neuchâtel, qui estime qu'entre 20 et 30% de personnes âgées sont dans des poches de pauvreté. Qu'est-ce que cela signifie concrètement? Que nos ânés ne sont pas les plus riches et, en tant que socialistes, nous nous refusons fermement à opposer les différentes catégories sociales.

Nous n'opposerons jamais les ânés aux familles monoparentales, les familles monoparentales aux familles nombreuses, c'est exclu! Nous revendiquons le droit et le devoir, pour une commune qui en a les moyens, de soutenir les ânés. Bien entendu, notre souhait le plus profond est que tous les ânés du canton puissent en profiter, parce qu'il ne s'agit pas seulement de ceux de la ville de Genève. Oui, c'est notre souhait et notre revendication.

Mais il s'avère que la Ville de Genève s'est dotée jusqu'à aujourd'hui d'un système exemplaire de prestations individuelles pour nos ânés et pour les personnes au bénéfice des prestations AI – excusez-moi de le dire! Nous souhaitons donc le maintenir. Etant donné que nous ne pourrons pas résoudre la question du point de vue juridique, nous devons la résoudre du point de vue politique.

Peut-être le droit est-il contre nous, contre nos ânés, peut-être le droit et les règles nous donnent-ils tort aujourd'hui, mais la morale, elle, nous donne raison, Mesdames et Messieurs! Nous irons donc dans ce sens et nous voterons la recevabilité de cette initiative.

Excusez-moi, mais quand j'entends dire que se lancer dans cette question est une perte d'argent et de temps, nous assumons, Monsieur Maitre! Si c'est une perte d'argent et de temps que de lutter pour favoriser ces personnes-là, alors nous assumons la perte d'argent, nous assumons la perte de temps. Pour nous, ce n'est pas une perte de temps ni une perte d'argent de parler des plus faibles de notre population.

M^{me} Sophie de Weck Haddad (Ve). Mesdames et Messieurs les conseillères municipales et conseillers municipaux, pour aller droit au but, sachez que le groupe des Verts votera la validité formelle et matérielle de cette initiative populaire. Notre analyse de la situation est la suivante: tout en rappelant que, ce soir, nous nous situons dans la première étape, celle de la validité, et pas encore dans la seconde étape, celle de la prise en considération et du vrai débat sur le fond, au niveau du contexte, nous voyons les choses de la manière suivante.

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

Nous sommes face à deux intérêts opposés et pourtant légitimes. D'une part, l'intérêt du Canton à ne pas s'exposer à des restitutions financières importantes que lui réclamerait la Confédération, qui viendrait lui reprocher de ne pas avoir tenu compte des prestations municipales dans le calcul des revenus déterminants des bénéficiaires des prestations fédérales. Le Canton s'inscrit donc dans une logique de prudence financière qui est, bien sûr, légitime de son point de vue.

En face, nous avons l'intérêt légitime des personnes rentières à conserver cette source de revenu, à conserver une assiette financière déjà peu étendue. Quoi de plus légitime, en effet, que de se battre pour son maigre pouvoir d'achat, qui plus est, par les moyens les plus démocratiques qui soient?

Au milieu de tout cela, il y a l'intérêt légitime de la Ville, qui est juste de ne pas tomber dans la situation absurde qui consisterait à verser inutilement des prestations à la place du Canton, sans pour autant améliorer la situation des bénéficiaires!

La Ville ne s'est pas réveillée un beau jour en se disant: «Tiens, il faudrait maintenant songer à supprimer les prestations aux rentiers!» Non, si cette question est venue sur le tapis, c'est parce que le Canton l'y a déposée. Il n'y a jamais eu de volonté politique affichée en Ville de supprimer ces prestations municipales. Il y a juste eu la démarche du Canton, qui est venu annoncer son intention d'en tenir compte désormais dans ses calculs.

Le Canton reste d'ailleurs cohérent dans sa démarche puisqu'il annonce déjà dans son courrier du 15 octobre 2008 qu'il annulerait une éventuelle décision de validation de l'initiative prise par notre Conseil municipal.

La Ville est ainsi placée de fait dans un rôle d'arbitre qu'elle n'a pas voulu ni revendiqué, et qu'elle n'est au fond pas obligée d'accepter, puisque ce n'est pas elle qui a pris l'initiative de remettre en question ces prestations municipales. De ce seul point de vue déjà, il nous paraît légitime que la décision conduisant au constat de l'illégalité des prestations municipales, et donc à l'invalidité de l'initiative, soit prise par l'autorité qui la remet en question ou par l'autorité judiciaire compétente.

J'en viens maintenant à quelques aspects plus juridiques, puisque c'est bien un peu ce qu'on nous demande ce soir au niveau de la validité, sans entrer dans trop de détails. En fait, le seul problème juridique posé par cette initiative populaire est la validité matérielle, comme l'a dit le Conseil d'Etat. Mais il est un principe de droit constitutionnel régulièrement développé par la jurisprudence qui veut que, autant que possible, on donne une chance à une initiative d'aller jusqu'au bout, d'être soumise à votation populaire.

Je cite un court extrait d'arrêt du Tribunal fédéral: «L'autorité appelée à statuer sur la validité matérielle d'une initiative doit en interpréter les termes dans

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

le sens le plus favorable aux initiants. Lorsque, à l'aide des méthodes reconnues, le texte d'une initiative se prête à une interprétation la faisant apparaître comme conforme au droit supérieur, l'initiative doit être déclarée valable et être soumise au peuple. L'interprétation conforme doit permettre d'éviter autant que possible les déclarations d'invalidité.» (*ATF 128 I 190, cons. 4.*)

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire en commission, le droit d'initiative est l'expression fondamentale de notre démocratie et il faut des arguments béton pour la déclarer invalide. En l'occurrence, nous avons des avis de droit contradictoires, deux contre deux, pour être plus précis. Le moins qu'on puisse dire est que la situation est tout sauf claire.

S'agit-il vraiment de prestations d'assurance sociale et pas d'assistance sociale, ce qui a toujours été au fond le souhait de la Ville? Si tel est le cas, probablement que l'avis de droit de M. Rouiller est juste. L'initiative violerait donc peut-être la répartition des compétences. Mais viole-t-elle ce faisant une règle de droit si impérative qu'il faille l'invalider?

Nous n'en sommes pas convaincus. Nous avons maints exemples d'initiatives qui violent le droit supérieur et qui n'ont pas été invalidées, et qui ont été ou qui seront soumises au vote populaire. Je pense à celle sur l'interdiction des minarets, à celle sur l'internement à vie, qui viole le droit international et qui n'est de fait pas applicable. On dit que le doute profite à l'accusé, nous dirons que le doute profite à l'initiative. Dans ce sens-là, nous considérons que nous ne pourrions faire autre chose que de valider cette initiative.

On nous dit alors, M. Maître l'a dit, cela a été relevé: tout ce combat pour ça et toute cette énergie pour arriver à un résultat aussi nul, avec le risque finalement que le Tribunal fédéral donne raison aux avis de droit présentés par M. Rouiller et que la Ville doive cesser de verser ces prestations.

Si cela se réalise, le résultat sera nul. Je me suis aussi demandé si on n'était pas en train d'instrumentaliser un peu ou de donner de faux espoirs à tous ces rentiers et rentières. Finalement, je me suis dit qu'ils ne sont pas tous des imbéciles, qu'il ne faut pas les considérer comme tels, et qu'ils sont parfaitement conscients que le combat risque fort d'être perdu à terme.

Mais quoi de plus légitime que de se dire qu'on va tout essayer jusqu'au bout? C'est la seule chance de conserver peut-être ses acquis. Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras et, en tous les cas, mieux que tu n'auras rien! Et même si cela ne paraît pas très raisonnable à certains, comment peut-on jeter la pierre à des rentiers prêts à prendre le risque d'aller jusqu'au bout, alors que notre actualité est envahie de nouvelles évoquant les risques colossaux de milliards de francs pris par des riches financiers, depuis des années, pour tenter de générer encore plus de milliards, quitte à entraîner des pays entiers dans leur chute?

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

Dans ce contexte, peut-on reprocher aux rentiers d'essayer jusqu'au bout de conserver leurs maigres 185 francs? Au pire, ils auront gagné du temps; au mieux, ils conserveront cette somme modique. Le jeu en vaut la chandelle pour eux et on peut le comprendre. Tout en rappelant qu'il ne convient pas non plus de diaboliser le Canton, qui s'inscrit dans une démarche de prudence financière.

La situation juridique est extrêmement complexe. Le professeur de droit constitutionnel Hottelier nous l'a dit en commission: il n'a jamais vu d'initiative municipale aussi complexe. Si lui-même est convaincu qu'elle devrait être invalidée pour non-conformité au droit supérieur, il nous a bien dit qu'il ne peut jurer de rien et qu'il peut se tromper. En effet, il n'y a pas de précédent qui donne une réponse définitive. En bref, il ne peut pas s'avancer sur la solution qui serait retenue par le Tribunal fédéral.

Je le disais tout à l'heure, le vote de ce soir n'est qu'une première étape, celle de la validité. La seconde étape, la prise en considération et le fond, doit intervenir avant le mois d'août 2009. On peut fort bien appuyer la validité, puis refuser l'initiative sur le fond, ou lui proposer un contreprojet.

Pour notre groupe, nous l'avons dit, nous sommes finalement sceptiques sur la pérennité possible de ces prestations municipales. Peut-être devront-elles être supprimées à terme. Nous réservons encore notre position sur le fond, mais, en tous les cas, nous pensons qu'il faut déjà préparer l'avenir avec quelques remarques.

Premièrement, le moyen le plus efficace d'atteindre les objectifs poursuivis par l'initiative consiste à déposer une initiative cantonale demandant l'augmentation du montant des prestations complémentaires cantonales. Là, en effet, plus de problème de compétence et tous les habitants du canton seraient concernés.

Deuxièmement, si les prestations municipales doivent être supprimées, il importe alors que les rentiers concernés ne soient pas abandonnés et qu'un régime transitoire soit mis sur pied pour identifier et pallier les situations les plus critiques, grâce à des prestations compensatoires ponctuelles.

Pour nous, il est important aussi de redessiner une politique sociale municipale qui tienne compte des conclusions du rapport de l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) et qui soit mieux ciblée en parallèle sur les populations les plus précarisées actuellement, soit les familles monoparentales, les familles nombreuses, les rentiers AVS/AI qui n'ont pas droit aux prestations complémentaires de l'Office cantonal des personnes âgées (OCPA). Nous regrettons vivement que la cristallisation de ces incertitudes bloque actuellement toute évolution des prestations sociales en ville de Genève.

J'en viens donc à la conclusion et tout naturellement au sort des pétitions concernées. Ainsi, la pétition P-201 demande le maintien à long terme des presta-

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

tions, mais aussi plus largement l'application d'une politique sociale garantissant des conditions de vie décentes à tous les habitants de Genève.

Pour cette raison, nous avons décidé de renvoyer cette pétition au Conseil administratif. Car si l'on peut comprendre que la Ville «fasse le mort», selon l'expression de notre magistrat Tornare, sur le dossier de l'initiative, nous attendons que le futur de la situation sociale en Ville de Genève soit préparé avec vivacité, tant pour les rentiers concernés que pour les populations nouvellement fragilisées dans la précarité.

Vous l'aurez compris, nous validerons donc l'initiative et nous renverrons la pétition P-201 au Conseil administratif. Quand à la pétition P-202, nous la classerons, car elle a atteint son objectif, à savoir le maintien des prestations en 2008. (*Applaudissements.*)

Le président. Monsieur Maitre, vous avez été mis en cause dans l'intervention de M. Lopez Quirland, je vous passe la parole.

M. Vincent Maitre (DC). J'aimerais répondre à mon préopinant. Oui, Monsieur, je persiste et signe, c'est une perte de temps à mon sens et une perte d'argent que de se lancer dans une telle initiative...

Le président. Je transmettrai volontiers, Monsieur Maitre, si vous vous adressez au président...

M. Vincent Maitre. Alors, vous transmettez, mais il ne faut surtout pas me faire dire ce que je n'ai pas dit. J'aimerais qu'on ne suppose pas quelles sont mes intentions. D'ailleurs, vous ne trouverez personne dans cette salle qui serait d'accord d'économiser ces 185 francs sur le dos des personnes âgées.

Qu'on ne nous mette pas ça sur le dos, s'il vous plaît, le problème n'est pas là! Je crois qu'ici tout le monde tire à la même corde et se rend bien compte que beaucoup de retraités ont vraiment du mal à joindre les deux bouts.

Mais ce que je critique, c'est le moyen. Nous sommes ici pour faire de la politique, certes, mais nous sommes surtout ici pour essayer d'être efficaces et, pour une fois, cela nous changera d'être un petit peu plus intelligents que la normale...

M^{me} Salika Wenger (AGT). Vraiment?

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

M. Vincent Maitre. Oui, Madame Wenger, tout à fait... Si vous voulez vraiment que ces personnes ne souffrent pas du retrait de cette prestation, je crois qu'il faudrait parer au plus urgent et privilégier absolument l'efficacité. Or l'efficacité ne se trouve pas dans une initiative municipale.

Je m'engage devant vous de la façon suivante: si l'Avivo ou n'importe qui d'autre présentait une initiative cantonale, je serais le premier à la signer, parce qu'elle serait beaucoup plus efficace et l'objectif serait tout à fait pertinent. Ici, nous sommes finalement en train de tourner le débat. Nous avons un débat de chiffonniers pour aller finalement droit dans le mur.

Pourquoi droit dans le mur? Je l'ai expliqué tout à l'heure. Que cette initiative soit invalidée ou validée, soumise au peuple, refusée, peu importe... Au final, les personnes âgées ne toucheront plus ces 185 francs. Le seul moyen d'agir est à l'échelon supérieur, c'est-à-dire à l'échelon cantonal. Alors, de grâce, n'épuisez pas vos forces dans un combat qui, ma foi, restera stérile!

Je le répète, si une initiative cantonale visant à la modification d'une loi devait être proposée prochainement, je serais le premier à la signer.

M. Pascal Rubeli (UDC). Vous transmettez, Monsieur le président, à M^{me} Casares qu'il est vrai que les personnes âgées ne sont pas toutes des personnes riches. C'est une évidence, on le constate tous les jours. La position que nous adopterons est purement technique et légale et elle n'a rien à voir, mais strictement rien à voir, avec un non-soutien à nos aînés et à nos retraités, pour qui nous avons le plus grand respect. Vous le savez pertinemment bien, nous avons parfois le même électorat, et c'est aussi celui-là.

Mais la question n'est pas là. La question est liée en fait à des problèmes juridiques et à des questions techniques. Nous avons travaillé en commission du règlement, nous avons écouté, lu des avis de droit, toutes les personnes qui y étaient le savent très bien. A partir de là, nous faisons une analyse de situation, un bilan de ces avis de droit. Nous avons entendu le professeur Hottelier, qui a peut-être fait pencher la balance – ou peut-être pas, mais c'est là un autre aspect de la question.

Vous l'avez dit très justement, Madame de Weck Haddad, c'est une première étape, technique et légale. Au terme de notre analyse, cette initiative devrait être déposée au niveau du Canton. Si nous voulions vraiment avancer, il faudrait peut-être que nos groupes parlementaires au Grand Conseil – A gauche toute! y retournera certainement très bientôt, d'une manière ou d'une autre – fassent ce travail.

Mais, aujourd'hui, clairement, il n'y a pas de base légale et cette initiative populaire municipale ne peut pas être reçue telle qu'elle est là. Elle sera invali-

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

dée, nous en avons eu la confirmation écrite. Faire ce travail dans ce sens-là est inutile et cela ne vous empêchera pas de déposer un recours ou de lancer un référendum.

Dans les faits, notre position est la suivante: l'initiative n'est pas recevable, et cela n'a rien à voir avec le confort ou l'inconfort de nos concitoyens, pour lesquels nous avons le plus grand respect. Si nous pouvions trouver une solution différente, qui consisterait peut-être à passer par le Grand Conseil, nous serions tout à fait d'accord et nous signerions cette initiative, avec un immense plaisir, et avec vous sûrement. Mais pour notre part, nous considérons aujourd'hui cette initiative comme non recevable.

Le président. Je vois qu'il y a beaucoup de demandes de parole et, dans la mesure du possible, j'aurais voulu vous faire voter en deuxième débat avant la pause, au cas où il y aurait un troisième débat. Je vous rappelle que nous sommes quand même pressés par le temps. Je passe la parole à M. Burri et je demanderai aux orateurs d'être le plus denses et succincts possible.

M. Rémy Burri (R). Que dire qui n'a pas encore été entendu sur ce sujet depuis le début de ce débat? Nous avons connaissance de ces changements de règles du jeu en termes d'assurances sociales depuis 2006 et, aujourd'hui, nous sommes là à débattre de la validité ou de l'invalidité d'une initiative sur ce sujet.

En fait, la vraie question consiste à savoir ce qui a été fait par l'exécutif de la Ville compte tenu de ces changements de règles du jeu depuis 2006. Rien, malheureusement, ou presque rien, à peine peut-être quelques cités seniors inaugurées, mais je ne crois pas que ce soit là l'attente des aînés par rapport à leur situation souvent précaire. En effet, nous le savons maintenant, au moins une dizaine de milliers de personnes vivent dans des situations pas très faciles en ville de Genève.

Lors des débats de la commission du règlement, nous avons assez rapidement, en tout cas pour ma part, constaté que cette initiative municipale poserait des problèmes en termes juridiques. Il me semblait que tout le monde avait plus ou moins compris qu'une piste était plutôt à explorer au niveau d'une initiative cantonale, et non pas au niveau communal. En effet, la piste cantonale est certainement la bonne. Dans le canton de Zurich, par exemple, la législation en vigueur donne justement à la Ville de Zurich des prérogatives en termes d'assurances sociales.

Nous constatons que l'Avivo est seule peut-être à avoir compris que le Service social de la Ville de Genève n'allait pas s'emparer de ce problème. C'est la raison pour laquelle elle a été contrainte de déposer cette initiative. Sur le fond, je

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

crois comme tout le monde que quelque chose est à faire pour les aînés. Personne ne conteste la légitimité de leurs soutiens.

En ville de Genève, il y a quand même, pour ces personnes-là, il faut le relever, une iniquité par rapport à d'autres citoyens du canton, mais ce n'est pas là forcément le sujet de ce soir. A la commission du règlement, une majorité d'avis de droit ou d'auditions nous font penser que nous devrions être enclins à déclarer cette initiative non valide.

Ainsi, l'avis de droit de M. Rouiller souligne que les prestations de la Ville relèvent d'une assurance sociale. Selon un avis de droit de M^{me} Brunner, il appartient au Conseil administratif de s'adapter au fait que les prestations sociales ont un caractère d'assurance sociale. C'est donc effectivement bien la Ville de Genève, le Conseil administratif, qui doit agir en ce sens. M^{me} Brunner propose même que la Ville développe le cadre de ses prestations ponctuelles, afin de suivre au mieux les situations de précarité.

Mais qu'avez-vous fait en deux, voire trois ans pour ces personnes? L'avis de droit de M. Grobet, on peut s'en douter, ne va pas tout à fait dans ce sens-là, même si je relève quand même qu'un de ses considérants dit que la prestation sociale de la Ville de Genève ne peut pas être assimilée à une prestation complémentaire, puisque la loi fédérale prévoit que ces prestations émanent uniquement de la Confédération et/ou des cantons. Pour ma part, cela me paraît assez proche de l'autogol...

Ensuite, il y a la lettre que nous avons reçue dernièrement du Canton, qui nous dit d'ores et déjà que, en cas de validation de cette initiative, il n'ira pas plus loin. Voilà, une épée de Damoclès sur nos têtes...

Je voyais tout à l'heure M. Tornare sourire lorsque j'ai un peu titillé son département, ou son travail. Mais je lis quand même, dans le rapport IN-1 A, que M. Tornare «déclare faire le mort et attendre le résultat de l'initiative, voire la décision qui sera rendue par le Tribunal fédéral». Si c'est là votre programme de responsable du département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports de la Ville de Genève, nous avons du souci à nous faire...

Pour notre part, au groupe radical, nous confirmons la position que nous avons déjà donnée dans le cadre de la commission du règlement.

M^{me} Marie Chappuis (DC). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, en préambule, il me semble que la teneur des débats de ce soir – et notamment les arguments de la gauche – me conforte dans l'idée qu'il faudrait peut-être revoir la compétence du parlement de se prononcer sur la validité d'une initiative, puisque, immanquablement, les débats dérapent sur des questions d'ordre poli-

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

tique, alors que nous devrions en rester au niveau juridique... (*Protestations.*) J'espère que les travaux de la Constituante aborderont cette problématique.

Mais si le débat dérape sur des questions d'ordre politique, voire démagogiques pour certains, c'est précisément parce que les partis de l'Alternative savent bien que, sur la forme, cette initiative ne tient pas la route juridiquement. Plusieurs avis de droit le confirment, notamment ceux de M^e Christiane Brunner et du juge Rouiller, tous deux membres du Parti socialiste et qu'on ne peut donc pas accuser d'être proches des partis de l'Entente.

Comme l'ont rappelé plusieurs de mes préopinants, les auteurs de cette initiative se sont juste trompés de niveau. Les communes n'ont pas la compétence d'octroyer des prestations complémentaires, c'est au niveau cantonal qu'il fallait s'adresser. A Zurich, par exemple, la loi cantonale prévoit explicitement de donner un rôle aux communes dans cette tâche, mais ce n'est pas le cas dans la législation genevoise.

Puisque le débat a été lancé sur le fond, j'aimerais quand même ajouter deux choses. La première, si la Ville veut maintenir ses prestations complémentaires, nous assisterons en fait à un cadeau de plusieurs millions de francs fait à l'Etat. Nous assisterons à un superbe transfert de charges et, finalement, la Ville pourra se vanter de s'être tiré un coup de pistolet dans le pied à plus de 22 millions de francs...

La seconde chose, c'est que ces prestations complémentaires ont pour effet pervers de créer un effet de seuil. Les personnes qui se situent juste en dessus de la limite et qui n'ont donc pas droit aux prestations complémentaires se retrouvent dans des situations financières plus difficiles que celles, précisément, qui reçoivent ces prestations. Par conséquent, si les prestations complémentaires municipales étaient maintenues, cela aurait pour conséquence de renforcer encore cet effet de seuil, ce qui est tout à fait regrettable.

La Ville et l'Etat travaillaient pourtant sur des propositions qui visaient à limiter cet effet de seuil en réaffectant la somme dont nous parlons ce soir, qui oscille entre 10 et 20 millions de francs, sur d'autres projets de politique sociale, qui ne s'adresseraient pas uniquement aux personnes âgées – elles ne sont pas les seules à connaître des difficultés financières – mais aussi aux familles monoparentales et, plus généralement, à d'autres catégories de la population. Par conséquent, cette initiative a pour unique résultat d'opposer les aînés au reste de la population, et c'est tout à fait regrettable.

Enfin, j'aimerais réagir aux propos de la préopinante du groupe des Verts. Elle soulignait que l'initiative est finalement un droit populaire et que ce serait un déni de démocratie de ne pas permettre au peuple de se prononcer. Je crois qu'on oublie de préciser, en tenant ces propos un peu populistes à mes yeux, que le peu-

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

ple a lui-même choisi de vivre dans un Etat de droit, de s'imposer des règles, de se soumettre à une constitution. Le peuple n'est pas le souverain absolu et c'est tant mieux...

M^{me} Salika Wenger (AGT). Oh, si!

M^{me} Marie Chappuis. Non, le peuple n'est pas le souverain absolu, Madame Salika Wenger, nous devons tous respecter certaines règles! Tout en étant conscients des enjeux sociaux de cette initiative, le Parti démocrate-chrétien la déclarera invalide, puisque nous estimons qu'elle ne respecte pas la compétence communale.

M. Pierre Rumo (AGT). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, en premier lieu, j'aimerais faire quelques remarques sur le rapport IN-1 A, qui me semble quand même un petit peu léger, notamment pour celles et ceux qui ne faisaient pas partie de la commission du règlement. Je sais que la rapporteuse avait trois jours pour terminer le rapport, du 26 au 29 septembre, mais, malgré tout, les prises de parole et surtout les résumés des auditions sont un peu courts. Il aurait pu y avoir un peu plus de substance.

J'aimerais également faire observer que l'avis de droit était signé de M. Christian Grobet, et non pas de M. Bernard Grobet, feu le créateur du Griffin's Club... Il ne faut pas tout confondre, ni confondre Christian et Bernard Grobet! (*Corrigé au Mémorial.*)

J'en viens à la lettre du Conseil d'Etat. Cette lettre me paraît complètement stupéfiante. En effet, comment concevoir une lettre arrivant au Conseil municipal, alors que le Service de surveillance des communes doit se prononcer sur notre délibération? Comment se fait-il que le Conseil d'Etat se permette d'écrire au Conseil administratif avec mission à celui-ci de nous transmettre cette lettre, puisqu'elle est aussi parvenue à M. Thierry Pignet, président de notre Conseil municipal?

Cela paraît quelque peu incroyable de recevoir cette lettre datée du 15 octobre 2008, du reste. Nous pouvons nous poser la question suivante: si le Conseil d'Etat avait attendu quelques jours, par exemple le 19 octobre, nous aurait-il toujours fait parvenir cette lettre comminatoire? Mais enfin, c'est un autre problème et j'y reviendrai peut-être plus tard.

Au sujet du travail fait en commission, il est incroyable que l'audition de l'Avivo ait été refusée! Même si les arguments de cette association étaient connus,

Initiative, pétitions et interpellation: prestations de la Ville de Genève
aux rentiers AVS-AI

c'est la première fois, à ma connaissance, que les auteurs d'une initiative ne peuvent pas être entendus devant la commission du règlement. Je sais bien qu'il est rare que des initiatives municipales soient déposées par-devant ce Conseil, mais tout de même! Je crois que la commission avait matériellement le temps de procéder à leur audition et nous avons eu droit en l'occurrence à un déni démocratique.

Les experts... J'entends aujourd'hui certaines personnes dire que, pour une majorité d'experts, l'initiative n'était pas valable. Non, si nous voulons être stricts, deux avis de droit étaient favorables à l'initiative, celui de M. Grobet – un peu partie prenante dans l'affaire, c'est vrai – mais aussi celui de M^c Jacques-André Schneider, spécialiste en prévoyance sociale.

Il y a eu l'argument massue, si je puis dire, de M. Claude Rouiller, ancien président du Tribunal fédéral et actuel membre du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (OIT). Puis il y a eu, c'est vrai, l'avis de droit de M^{me} Brunner, commandé par le Conseil administratif, mais qui n'est pas directement lié à l'initiative.

Il n'y a donc pas une majorité d'avis de droit en faveur de l'invalidation de cette initiative, à moins qu'on ne pense que l'avis de M. Rouiller l'emporte sur tous les autres et qu'il faut choisir la voie de M. Rouiller. A ce propos, j'aimerais citer une interview croisée, parue dans *L'Hebdo* en décembre 2002, de M. Bernard Bertossa et de M. Claude Rouiller, qui sont souvent choisis comme experts.

Que dit M. Bertossa? Il mentionne que les mandats qui lui ont été confiés ainsi qu'à Claude Rouiller ne lui paraissent pas illégitimes dans la mesure où le politique, qu'il soit exécutif, législatif ou judiciaire, a toujours eu besoin d'avis de droit. Il n'est donc pas du tout exceptionnel ni incongru dans certains cas de faire appel à des gens qui ont compétence en la matière. En revanche, ce qui paraît mériter plus d'attention pour M. Bertossa, c'est une forme de dérive qui consiste, pour des responsables du secteur public, à se décharger de leurs propres responsabilités en recourant à des auditeurs, réviseurs, experts, alors qu'ils devraient assumer eux-mêmes ces compétences.

Cette dérive a deux explications. Il y a d'abord un refus des responsabilités de la part des détenteurs du pouvoir, aussi bien politique qu'économique, puis une perte de confiance dans les autorités établies. A cet égard, le Conseil d'Etat actuel a déjà fait une grosse erreur dans le dossier de la fumée passive. Or, au Conseil d'Etat, si on compte le chancelier, il y a quand même quatre avocats et un juriste...

Cela ne suffit-il pas? Pour rendre des décisions juridiques, faut-il faire appel à des experts, et notamment à M. Claude Rouiller, ce qui coûte tout de même horriblement cher? Rien que l'avis de droit demandé par le Conseil administratif

concernant l'initiative cantonale pour la réalisation du projet Rhino, un examen pas très compliqué, a coûté près de 20 000 francs à la Ville de Genève! Je pense donc que le Conseil d'Etat pourrait prendre une décision sans avoir besoin d'un avis de droit de M. Claude Rouiller.

On a entendu, après l'élection de la Constituante, M. Olivier Jornod dire que «Genève recule» l'avait emporté avec le succès relatif, mais quand même important, de l'Avivo. Pour ma part, je pense que, avec M. Jornod, c'est plutôt la victoire de «Genève fonce droit dans le mur». Lors de cette élection de la Constituante, M. Beer, conseiller d'Etat, a quand même cru comprendre que les personnes âgées vivaient mal et qu'on vieillissait mal dans notre ville et dans le canton de Genève. Par conséquent, notre initiative n'est de loin pas incongrue.

J'aimerais encore relever un point. Cet avis déjà déterminé de l'autorité cantonale nous surprend, venant quand même d'un Conseil d'Etat de centre gauche... Mais là j'aimerais citer un éditorial de M. Mouhanna, paru dans *Espaces* de mars 2008. Nous lisons que le Conseil d'Etat élu en 2005, en force jusqu'en 2009, a opéré une importante attaque contre les acquis sociaux, avec la réduction des montants de l'aide sociale, la suppression des occupations temporaires cantonales pour les chômeurs de longue durée, la suppression massive de postes dans les services publics dans les domaines de la santé et du social, et le non-respect de l'initiative 125 sur la prise en charge des établissements médico-sociaux.

Par conséquent, cet avis du Conseil d'Etat nous paraît complètement incongru. Nous espérons qu'une majorité de ce Conseil municipal acceptera la validité de cette initiative IN-1 et que le processus démocratique poursuivra son cours.

Le président. Il est 19 h, il y a encore huit ou neuf demandes de parole. Nous nous arrêterons là pour la pause. Nous reprendrons à 20 h 30 sur ce point.

9. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

10. Interpellations.

Néant.

2216

SÉANCE DU 4 NOVEMBRE 2008 (après-midi)
Questions écrites

11. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 19 h.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	2150
2. Communications du bureau du Conseil municipal	2151
3. Questions orales	2152
4. Motion du 24 juin 2008 de M ^{mes} Marguerite Contat Hickel, Anne Moratti Jung, Frédérique Perler-Isaaz, Sandrine Burger, Sophie de Weck Haddad, Claudia Heberlein Simonett, Marie-Pierre Theubet, MM. Alpha Dramé, Yves de Matteis, Miguel Limpo, Eric Rossiaud et Gilles Garazi: «Durban II et Genève» (M-815)	2163
5. Résolution du 4 novembre 2008 de M ^{mes} Salika Wenger, Nicole Valiquer Grecuccio, Sarah Klopmann, MM. Alexandre Chevalier, Simon Brandt, Jean-Charles Lathion et Jacques Hämmerli: «Pour que vive la radio One FM» (R-115)	2165
6. Proposition du Conseil administratif du 17 septembre 2008 en vue de l'ouverture d'un crédit de 2 642 370 francs destiné à la rénovation de l'immeuble situé au 14, rue Jean-Jacques-Rousseau, parcelle N° 5736, feuille N° 43, commune de Genève, section Cité (PR-653)	2166
7. Proposition du Conseil administratif du 24 septembre 2008 en vue de la renonciation à la donation Varenne initiale et de l'affectation de la donation de 30 000 000 de francs à un fonds spécial (PR-654)	2178
8.a) Rapport de la commission du règlement chargée d'examiner le rapport du Conseil administratif du 7 mai 2008 sur la validité et la prise en considération de l'initiative populaire municipale «Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS-AI» (IN-1 A)	2181
8.b) Rapport de la commission sociale et de la jeunesse chargée d'examiner:	
– la pétition intitulée: «Pour le maintien des prestations municipales versées aux rentiers AVS/AI relevant de l'OCPA» (P-201 A);	
– la pétition intitulée: «Contre la suppression des prestations sociales municipales complémentaires à l'AVS» (P-202 A)	2188

8.c) Interpellation du 21 janvier 2008 de M. Simon Brandt: «Quelles conséquences sociales, budgétaires et fiscales suite au maintien des prestations OCPA?» (I-167)	2195
9. Propositions des conseillers municipaux	2215
10. Interpellations	2215
11. Questions écrites	2216

La mémorialiste:
Marguerite Conus